

CITROEN : LA VICTOIRE

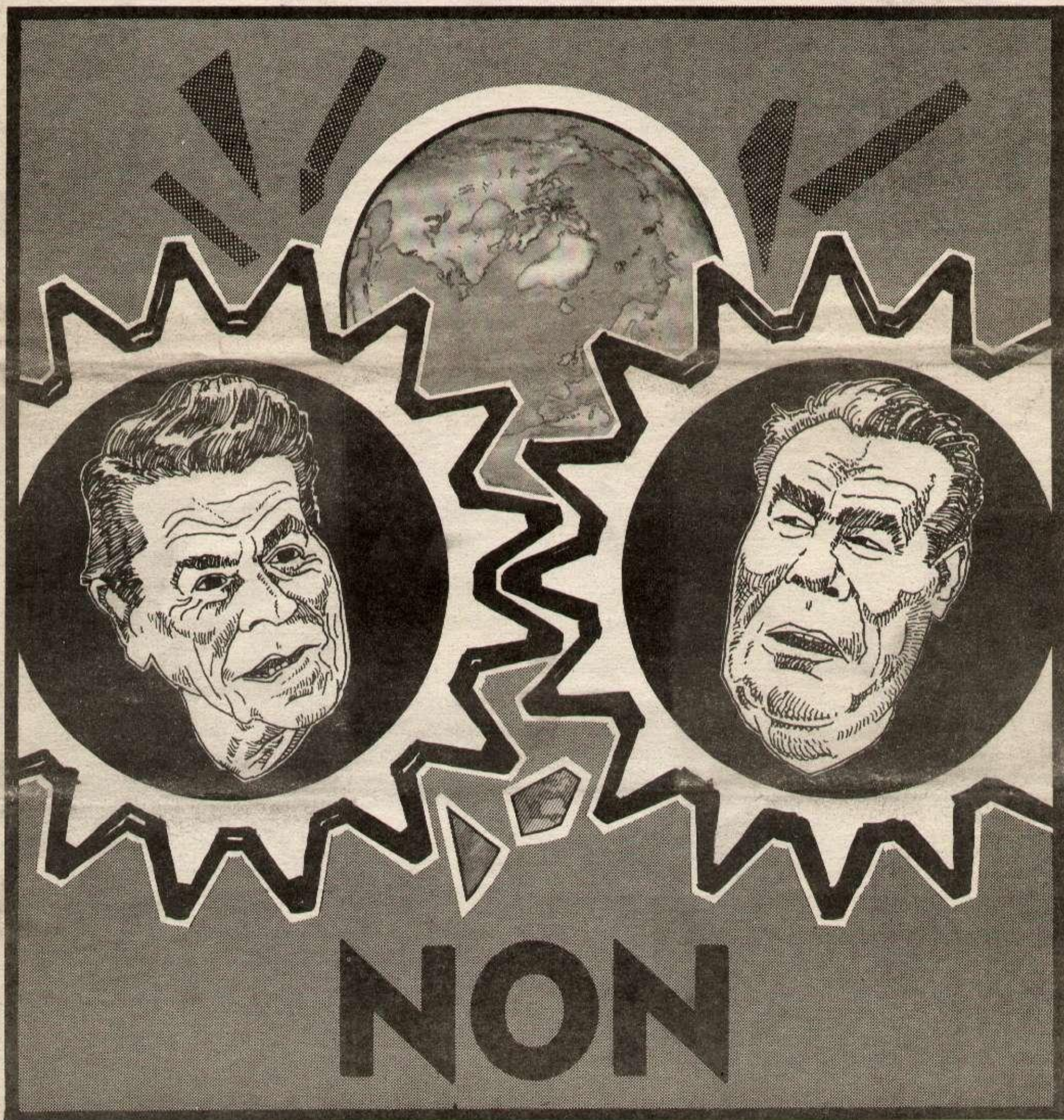
Voir pages 8, 9 et 16

M 1659 - Edition mensuelle N° 5 (1292) - 5,00F

du 3 juin au 23 juin 1982

L'HUMANITE ROUGE

PARTI COMMUNISTE MARXISTE LENINISTE



**AFFAIRE TOUVIER
UN TÉMOIGNAGE TRES
IMPORTANT**

38 ans après, Louis Goudard, arrêté par la Milice à la suite d'une dénonciation, vient de témoigner contre Touvier. Ce dernier, condamné par contumace en 1947 à la peine de mort, fut gracié par Pompidou et depuis le 28 novembre 1981 fait l'objet d'un mandat d'arrêt. Voici le témoignage de Goudard : « Je témoigne que Paul Touvier a participé en personne à la "sélection" de 7 Juifs, le 29 juin 1944, et que ceux-ci étaient destinés à être fusillés le lendemain en représailles de l'exécution par la résistance du chef de la milice, Philippe Henriot. »

Capital, ce témoignage apporte un démenti aux allégations de Touvier qui a toujours nié être à l'origine d'exécutions de patriotes. Il vient même de soutenir qu'il aurait fait libérer le 29 juin 44, 23 otages sur 30; les 7 derniers, fusillés, auraient été, selon lui, choisis au « hasard ». C'est en prison que Goudard assista à la « sélection » des otages, avant de réussir à s'évader. Touvier, criminel de guerre, est toujours passible des tribunaux pour crime contre l'humanité.

a été débouté pour sa demande d'un administrateur provisoire pour gérer les parts que Richerot a rachetées et qui lui ont permis de reprendre le contrôle du Dauphiné Libéré. Le jugement a été rendu au moment où doit se tenir l'assemblée générale des actionnaires du Dauphiné Libéré qui va décider l'éviction du directeur de la société des trois hommes de Hersant. Il affaiblit encore la position de ce dernier.

réunion, ont été attaqués par un commando venu à bord de trois voitures particulières. Deux de ces voitures étaient immatriculées en RFA. Bilan : 11 démocrates turcs ont été blessés à coups de couteaux, chaînes et barres de fer. Deux d'entre eux sont hospitalisés depuis le 20 mai dans un état grave.

Une affaire qui aurait dû permettre la mise en cause de personnages très hauts placés dans les sphères politico-administratives des années 70, surtout lorsque l'on sait que l'accusé a construit les marinas de La Napoule et de Bornes-les-Mimosas. Egalement condamné à 1 an de prison, mais par défaut, pour complicité d'abus de biens sociaux, deux citoyens suisses : l'avocat Noël Maréchal et l'homme d'affaire Adrien Carrion, accusés d'avoir aidé à la création de sociétés fantômes sur le compte desquelles furent transférés plus de deux millions de francs.

FOURNIER DÉBOUÉ

Fournier (ex-Pdg de Carrefour) et représentant des intérêts de Hersant,

**AGRESSION CONTRE
DES DÉMOCRATES TURCS**

des démocrates Turcs, membres de l'Association des travailleurs de Turquis, alors qu'ils sortaient d'une

**LA DROITE CONTRE
LES RELATIONS
FRANCO-ALGÉRIENNES**

Lors de la discussion sur le collectif budgétaire à l'Assemblée nationale, dans la nuit de mercredi à Jeudi, la droite a violemment critiqué l'accord franco-algérien sur le gaz.

C'est Michel Noir, du RPR, qui a mené l'assaut, attaquant le gouvernement sur le prix exorbitant payé à l'Algérie. Le gouvernement est accusé par l'opposition d'avoir favorisé la spéculation sur le franc en ordonnant à la Banque de France, les 17 et 18 mars derniers, d'acheter 281 millions de dollars afin d'honorer le contrat. Le ministère des Finances a démenti le contenu de ces affirmations en rétorquant que les règlements effectués au mois de mars à la SONATRACH

l'ont été par « remise directe de devises prélevées sur les réserves et livrées par la Banque française du Commerce extérieur (BFCE). » Toujours selon le ministère, cette opération étalée dans le temps n'a pu affecter la tenue du franc sur les marchés des changes.

Derrière cette attaque contre l'accord franco-algérien sur le gaz, on retrouve la campagne que persiste à mener l'opposition pour entraver le développement et l'amélioration des relations entre la France et l'Algérie. C'était voici quelques semaines, la campagne d'intox de la presse Hersant sur les prétendus prisonniers français encore détenus en Algérie. C'est aussi, l'odieuse campagne anti-immigrée qui a eu les conséquences que l'on sait à Romans; c'est encore, l'amalgame entre le terrorisme, les immigrés et le Tiers Monde.

LIBERTÉS...

Dans la Mayenne, à ARCO (métallurgie), les militants CGT se voient réclamer 85 millions d'anciens francs de dommages et intérêts à la suite d'une occupation des locaux. Tandis que chez COLBUS (habillement), un client qui a vu une livraison retardée à cause d'une grève, se retourne contre les délégués CGT et demande 5 millions d'anciens francs de dommages et intérêts. Affaires à suivre...

**SOUSCRIPTION PUBLIQUE
POUR RECONSTRUIRE
LA MOSQUÉE DE ROMANS**

Au cours d'une réunion présidée par Fillioud, la municipalité de Romans a décidé de lancer une « souscription publique » pour financer la reconstruction de la mosquée détruite par un attentat le 23 mai dernier.

Fillioud a révélé, au cours de cette réunion, avoir été l'objet, depuis cet attentat, de menaces de mort aussi bien « par lettres que par téléphone ». « Mais elles ne m'intimident pas. (...) Je ne croyais pas, jusqu'ici, qu'il puisse y avoir dans la France de 1982 des attitudes aussi ouvertement racistes. » Il faisait allusion au courrier reçu à la mairie de Romans depuis l'attentat, parmi lequel : « Une enveloppe contenant un sachet de poudre avec cette indication "Mort-aux-rats pour les R..." »

**Pour la liberté d'expression
contre tous les racismes**

COPERNIC, IL Y A 18 MOIS...

Depuis : Une mosquée plastiquée à Romans. Agression armée contre un jeune Maghrébin à Sisteron. Violences contre des jeunes d'origine maghrébine à Aix. Incendie criminel dans un trailer d'immigrés de la Goutte d'Or: trois morts. Attentat à l'explosif contre la voiture d'un travailleur algérien à Avignon. Campagnes de haine anti-arabe et anti-juive. Des librairies mises à sac et brûlées.

La liste est longue...

Cette situation nous inquiète et vous inquiète. Il n'y a pas de vie démocratique là où la liberté d'expression est menacée, là où l'intolérance prévaut, là où le racisme tue. Contre le retour des idéologies et pratiques nazies. Contre toutes les formes de racisme. Pour une France libérée des discriminations, des haines et des violences.

Venez nombreux à la

RÉUNION PUBLIQUE

VENDREDI 11 JUIN 1982, à 19 h. 30

au CENTRE UNIVERSITAIRE D'ASSAS - 90, rue d'Assas, Paris-6^e
(entrée : Port Royal, Luxembourg, Vavin)

Sous la présidence du professeur Albert JACQUARD
Chef du département de génétique des populations à l'INED

Orateurs :

Jacques LAMBALAIS, secrétaire général adjoint de l'Association Henri Curiel
Albert LEVY, secrétaire général du MRAP
Henri NOGUERES, président de la L.D.H.
George PAU-LANGEVIN, vice-président du MRAP
Madeleine REBERIOUX, vice-présidente de la L.D.H.

A l'appel du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), de l'Association Henri Curiel, de la Ligue des Droits de l'homme.

**CONTRE LES PRATIQUES NAZIES ET TOUTES
LES FORMES DE RACISME**

Dans la nuit du 24 au 25 mai à Ajaccio, deux Maghrébins ont été assassinés en pleine rue par un tireur en voiture. Cet événement est le point culminant d'une série d'agressions ou d'attentats du même genre perpétrés à Ajaccio contre des travailleurs immigrés originaires d'Afrique du Nord. Il est d'autre part, le résultat d'une campagne systématique de dénigrement et d'intimidation instaurée sur l'ensemble de la France par des groupes d'extrême-droite.

Le MRAP, une fois de plus, condamne ces méthodes racistes qui mènent au fascisme, demande que tout soit fait pour retrouver les auteurs et, qu'on les punisse sévèrement.

Là où l'intolérance prévaut, là où le racisme tue, il convient d'être vigilant. Contre le retour des idéologies et pratiques nazies, contre toutes les formes de racisme, le MRAP appuie l'action menée à Ajaccio par son Comité local. A Paris, il invite tous les démocrates à venir nombreux à la réunion publique qu'il organise sur ce thème avec la Ligue des droits de l'homme et l'Association Henri Curiel...

**DÉLINQUANCE
EN COL BLANC :
INDULGENCE DE LA JUSTICE**

Délinquance (en col blanc) semble décidément toujours rimer avec indulgence. C'est ce que vient de confirmer le verdict rendu mardi 25 mai dans l'affaire du krach immobilier de la Côte d'Azur. Christian Gaucher qui avait comparu les 26 et 27 avril derniers devant la 11^{ème} Chambre correctionnelle, n'a été condamné qu'à 3 ans de prison avec sursis et 40 000 francs d'amende. Le montant du krach pour lequel il était jugé 11 ans après les faits (quasiment en flagrant délit), s'élevait à 57 millions de francs. En 1971, il avait déposé son bilan avec un passif de 62 millions de francs et un actif de 5 millions de francs. Il était accusé d'abus de biens sociaux allant de l'achat d'un yacht auprès de la société à des transferts de capitaux vers des « paradis » fiscaux en Suisse et au Liechtenstein. Trois de ses collaborateurs, eux aussi inculpés, se sont vus infliger des peines qui vont de 1 an à 18 mois de prison avec sursis. Témoin célèbre entendu au procès, Albin Chalandon, actuel Pdg d'Elf-Erap, ancien ministre RPR de l'Equipement. Il n'était au courant de rien. Au menu du procès : dérogations, pots de vin, enveloppes destinées à de mystérieux protecteurs, etc...

**POUDROUX TOUJOURS
EN GREVE DE LA FAIM**

Mardi 25 mai, Yvon Poudroux, Réunionnais, en était à son 37^e jour de grève de la faim contre la justice coloniale. Le comité de soutien a tenu une conférence de presse en sa présence pour faire état des pourparlers qui ont eu lieu entre le comité et le secrétariat d'Etat au DOM-TOM. Face à l'intransigeance du secrétariat aux DOM-TOM, Yvon Poudroux poursuit la grève de la faim. En effet, l'administration si elle accepte de reconsidérer la situation sociale de Poudroux, maintient ses positions sur le fond : mutation à la Réunion et amnistie. Le veille, à 7h27 du matin, les forces de police ont brisé les vitres de la voiture dans laquelle Poudroux s'est installé et l'ont traîné à l'hôpital Laennec pour un bilan de santé et une visite de comportement, alors que ce dernier est médicalement suivi par son médecin. De peur d'une tentative d'internement d'office, comme ce fut le cas en 1977, Y. Poudroux a quitté l'hôpital et, accompagné de son comité de soutien, s'est rendu chez son médecin qui a attesté de son bon état psychique.

Rubrique réalisée par
Léon CLADEL

L'HUMANITE ROUGE

Fondateur : Jacques JURQUET
Directeur politique : Pierre BURNAND
Directeur de publication : Jean-Luc EINAUDI
Commission paritaire : N° 57952 - dépôt légal : 2^{ème} trimestre 1982.
Téléphone : 16 (1) 893. 87. 16.
Presse d'Aujourd'hui. BP 70 94223 Charenton-le-Pont Cedex

**ATTENTION
CHANGEMENT
D'ADRESSE**

Presse d'Aujourd'hui
BP 70 - 94223
Charenton-le-Pont
Cedex

RESOLUTION DU COMITE CENTRAL DU PCML

SUR les elections municipales

Le Comité central du PCML a débattu de la préparation des élections municipales de mars 1983.

Tout montre, dès aujourd'hui, que la droite, dans la foulée de ses succès aux cantonales, veut enfoncer le clou et, en particulier dans les grandes villes, reconquérir le terrain perdu en 1977, gagner de nouveaux points d'appui contre toute politique de changement. Elle se présentera unie pour tenter de capitaliser l'ensemble des mécontentements. Son succès aux municipales la mettrait en position de force pour exiger la dissolution de l'Assemblée nationale et, à tout le moins, de nouvelles concessions du gouvernement.

Tout doit être mis en œuvre pour battre la droite. D'autant qu'avec la décentralisation, les communes vont pouvoir disposer de plus de moyens pour décider de changements favorables aux travailleurs, à leurs conditions de vie, à leur emploi.

Le projet de réforme du mode de scrutin élaboré par le Parti socialiste n'est pas bon. Il revient sur les promesses de proportionnelle faites dans les 110 propositions de François Mitterrand. Il ne permet pas la représentation réelle de l'ensemble des forces et courants politiques existants et entrave l'expression démocratique :

- d'une part, parce qu'il maintient la barre de 5% qui a été tristement célèbre lors des élections européennes, puisque plus de 12% des suffrages ont été alors répartis entre les quatre grands partis,

- d'autre part, parce qu'accordant une prime considérable à la liste arrivée en tête, il fausse complètement la représentation de l'expression populaire et incite au « vote utile » dès le premier tour.

Ce mode de scrutin risque, une fois de plus, de favoriser la droite. Les élections cantonales ont montré qu'avec un rapport de forces droite-gauche autour de 50%, la droite a eu beaucoup plus d'élus qu'elle n'en avait droit et a gagné ainsi de nombreuses présidences de conseil général.

Pour assurer la défaite de la droite, il faut une proportionnelle intégrale, le seul plancher pour la représentation d'une liste étant le quotient électoral, comme pour les élections régionales de Corse.

La proportionnelle intégrale est seule en mesure de permettre l'expression de toutes les forces ouvrières et populaires, de l'ensemble des composantes de la gauche, condition de la défaite de la droite.

Le PCML sera présent dans la bataille des élections municipales pour que les communes mettent en œuvre des changements favorables aux travailleurs et aux masses populaires, au service de leurs besoins, en particulier, sur la base des situations locales :

- pour le droit au travail, l'amélioration des conditions de vie, de logement, de cadre de vie, pour la satisfaction des besoins sociaux,

- pour développer la participation et le contrôle des travailleurs et de leurs organisations et associations sur tout ce qui les concerne,

- pour la réforme des impôts locaux, accordant de plus grandes ressources aux communes tout en réduisant les impôts des familles populaires,

- pour que le personnel communal bénéficie de tous les acquis de la Fonction publique,

- pour le soutien actif des luttes des travailleurs des usines, des bureaux comme de la campagne.

Des discussions sont engagées entre les partis de gauche pour étudier les possibilités de listes communes dès le premier tour, afin d'être le plus efficace possible face à l'unité de la droite et de répondre à l'aspiration des travailleurs.

Le PCML est prêt à participer, dans ce double but, aux discussions avec l'ensemble des forces de gauche et à prendre sa place dans les listes communes, dès le premier tour.

Paris, le 31 mai 1982

ACTUALITES

Le parti transforme son système de presse S'exprimer autrement

Cette édition mensuelle de *L'Humanité rouge* sera l'une des dernières sous cette forme. En septembre prochain, notre parti transforme son système de presse.

Jusqu'à aujourd'hui, notre presse a été essentiellement centrée sur *L'Humanité rouge* hebdomadaire, puis quotidien, puis de nouveau hebdomadaire; depuis janvier, hebdo de 8 pages avec édition mensuelle de 16 pages. En septembre, notre presse éclatera en plusieurs publications :

- *PCML-Flash*, feuille d'intervention politique de une à trois fois par semaine, à large diffusion.

- une publication mensuelle.
- des feuilles politiques de riposte à l'événement — comme celles de solidarité aux ouvriers de Citroën, ou à l'occasion de la venue de Reagan.

- des brochures d'agitation ou de réflexion sous l'égide de *Prolétariat*.

Pourquoi cet éclatement de l'expression politique du parti?

Il correspond à un constat et à une recherche. Constat de la démultiplication des formes d'expression politique et sociale aujourd'hui. Recherche pour s'y adapter au mieux de nos moyens.

La presse — et surtout la presse d'opinion, nationale et centralisée — a vu son prestige et son poids s'amenuiser d'année en année; d'autres formes de presse écrite ont fleuri, publications spécialisées, publications décentralisées. Les autres médias, télé et radio, et leurs prolongements actuels, les radios libres ont ouvert des possibilités d'expression, encore incomplètement explorées. L'information se consomme de plus en plus vite et l'on exige que le commentaire suive. Tout cela bouge et se transforme sous le signe de la décentralisation, de l'explosion des formes nouvelles, d'interventions locales de plus en plus proches et directes. Le 10 mai n'a pas créé ce mouvement qui se développait déjà, mais il l'a accéléré. Nous en mesurons mal encore la portée et l'ampleur.

Une chose est sûre : il faut y adapter notre intervention, il faut s'exprimer autrement.

A contrario de cette explosion des possibilités d'expression, parler d'autres, pour une petite force politique, est de plus en plus difficile, coûte de plus en plus cher. Les moyens d'expression s'amenuisent. Les médias

officiels nous ignorent ou quasi; pour être viables et sérieuses, les radios libres coûtent cher; nos camarades, ici ou là, participent à ces entreprises décentralisées. Pour l'expression centralisée et nationale reste la presse écrite, dont les coûts de production deviennent prohibitifs pour un journal d'opinion sans publicité..., et dont les réseaux de distribution — NMPP — sabrent objectivement la diffusion. Jamais le barrage de l'argent n'a été si contraignant. L'expression politique reste aux forces de l'argent, aux trusts de l'écrit et de l'information. Et l'on en vient à un paradoxe des plus dangereux pour l'expression démocratique dans notre pays : d'un côté, les moyens d'expression sont considérablement démultipliés, de l'autre, il y a élimination de fait de l'expression de certains courants et forces politiques et sociales!

Pour faire face, nous avons eu, treize années durant, notre *Humanité rouge*. Des milliers de lecteurs, d'amis et de militants l'ont faite, y ont mis du leur, du travail, de l'argent, du temps et de l'énergie pour la diffuser. Il l'ont faite quotidien de 1975 à 1980; ils l'ont faite évoluer dans son style, dans son approche de la réalité et du combat. C'est un sujet de fierté pour ces milliers-là qui ont voulu et situé *L'Humanité rouge* au service des travailleurs du pays et des peuples du monde, pour le socialisme, contre l'impérialisme

et les deux superpuissances. Nous resterons fermement en pleine continuité de cet effort de 13 années, mais allons nous exprimer autrement, par des moyens autres.

En janvier dernier, nous avons lancé une nouvelle formule; nous en avons dit les raisons financières : les difficultés subsistent et pèsent encore. Nous avons aussi tenté une gageure, celle de répondre par notre *Humanité rouge* à des besoins multiples et parfois contradictoires : répondre du tac au tac, diversité et approfondissement, réflexion et information, insertion locale et régionale et point de vue national, ouverture à d'autres et reflet de l'activité militante, etc...etc... En huit pages hebdomadaires, c'est la quadrature du cercle! Aussi, tout en maintenant le même effort pour l'expression publique du parti, avons-nous choisi de faire autrement, à l'inverse, et de faire éclater notre système. Pour la réponse et le commentaire rapides *PCML-Flash*, pour l'action aussi, des feuilles exceptionnelles, pour l'enquête, la recherche et l'action, l'édition mensuelle et les brochures, pour l'insertion locale, des feuilles décentralisées; telles sont les moyens dont les amis et lecteurs de *L'Humanité rouge* et du PCML disposeront en septembre. Nous en reparlerons dans le prochain numéro.

Camille GRANOT

SOUSCRIPTION

Total précédent : 14 656, 50Fr

Un camarade	Lyon	200
Souscription de camarades	St-Denis	18
Suppt à réabt H.R.	Paris	50
Suppt à réabt M. Ph.	Metz	50
Un travailleur immigré	Paris	100
D.P.	Nancy	250
Suppt à réabt E. J.	Paris	50
Suppt à réabt M. A.	Montpellier	150
Suppt à réabt J. D.	Saintry	40
Cellule du PCML P. Semard.	Rodez	400
Suppt à réabt B.D.	Pont-de-Claix	350
Suppt à réabt G. Ch.	Limoges	40
Suppt à réabt hebdo I. D.	Montpellier	40
Soutien au journal J. C.C.	Bordeaux	100
Soutien au journal M. G.	Nancy	250
Suppt à réabt hebdo S.C.	Orléans	50
Suppt à réabt F. J.	Olivet	120
Suppt à réabt C. P.	Dijon	50
Suppt à réabt J. St.	Grenoble	350
Suppt à réabt A. V.	Dijon	40
Soutien à HR. B. F.	Toulouse	200
Cellule Aurore du PCML.	Massy	112
Vente de timbes	Paris	36

Nouveau total au 30 mai 1982 : 17 702,50Fr

NON A REAGAN !

Non au chef de file de l'impérialisme US! Qui s'efforce de dominer la planète, exploite et opprime les peuples sur tous les continents, fait de l'Amérique latine sa chasse gardée, appuie les Etats d'Israël et d'Afrique du Sud et le fait colonial britannique aux Malouines!

SOUTIEN POLITIQUE ET MATÉRIEL AUX LUTTES POUR L'INDÉPENDANCE ET LA LIBERTÉ des peuples du Salvador, du Guatemala, de Palestine, d'Afrique du Sud!

et en France :
-rupture des relations diplomatiques et commerciales avec l'Afrique du Sud,
-reconnaissance de l'OLP!



Salvador

NON A BREJNEV !

Non à l'autre superpuissance qui tente d'avancer ses pions pour le contrôle du monde sous le prétexte de « l'avancée des forces de paix et de progrès » et mène une politique d'occupation et de terreur en Afghanistan, soutient la sixième offensive éthiopienne contre le peuple érythréen, et l'agression vietnamienne contre le Cambodge, contribue à maintenir la Pologne sous le joug.

SOUTIEN POLITIQUE ET MATÉRIEL AUX LUTTES POUR L'INDÉPENDANCE ET LA LIBERTÉ des peuples afghan, érythréen, cambodgien et polonais!

et en France :
-vote de la résolution de l'ONU sur le Cambodge,
-ouverture de bureaux officiels d'information des organisations de résistance.



Afghanistan

**NI REAGAN, NI BREJNEV
NON A L'IMPERIALISME
SOUTIEN AUX LUTTES DES PEUPLES**

Parti Communiste Marxiste-Léniniste
PRESSE D'AUJOURD'HUI B.P. 70 94220 CHARENTON

POUR LA PAIX ET LE DESARMEMENT

Les deux superpuissances américaine et soviétique,
—ont accumulé un arsenal militaire sans précédent sur tous les continents, tous les océans, hors de leurs frontières.
—sont engagés dans une course meurtrière aux armements.

(URSS : 1/3 des dépenses militaires mondiales, USA : 1/4).

Leur rivalité pour dominer le monde EST LE PRINCIPAL FACTEUR D'UNE TROISIEME GUERRE MONDIALE.

L'Europe est menacée; elle est un enjeu car elle constitue un potentiel économique, technologique et humain considérable.

DESARMEMENT SIMULTANÉ ET CONTROLÉ DES DEUX BLOCS USA-URSS



POUR DÉFENDRE LA PAIX, IL FAUT LUTTER POUR UN DÉARMEMENT GÉNÉRAL, SIMULTANÉ ET CONTROLÉ;
comportant en même temps :

- le démantèlement en Europe des bases de fusées soviétiques SS20 et la non installation des Pershings américaines.
- la destruction simultanée et progressive des armements conventionnels et nucléaires.
- la dissolution de l'OTAN et du Pacte de Varsovie.
- le retrait des bases et troupes étrangères de tout pays.
- le maintien d'une défense indépendante française.

SOLIDARITE AVEC LE TIERS MONDE

Les deux superpuissances impérialistes, USA et URSS, exploitent, pillent, veulent placer sous leur domination et leur contrôle les pays du Tiers Monde. Les pays capitalistes d'Europe, dont la France, maintiennent également des rapports de domination impérialistes sur les pays en voie de développement.

Face à cette exploitation, le Tiers Monde s'est levé. L'essentiel des peuples et pays a acquis l'indépendance politique. Le Tiers Monde, le Mouvement des non-alignés mènent aujourd'hui la lutte pour consolider cette indépendance politique, acquérir une véritable indépendance économique, contre toute forme d'impérialisme, de colonialisme ou de néo-colonialisme, pour un nouvel ordre économique mondial.

La lutte contre les deux superpuissances est inséparable du soutien actif, de la solidarité avec le Tiers Monde.

POUR UN NOUVEL ORDRE ÉCONOMIQUE MONDIAL

- Souveraineté des pays du Tiers Monde sur leurs ressources naturelles.
- Contre l'échange inégal, le pillage des matières premières, pour payer celles-ci aux prix revendiqués par les pays producteurs.
- Soutien aux demandes du Tiers Monde de réelles négociations globales sur toutes les questions du sous-développement.

CONTRE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

- Droit à l'indépendance des colonies françaises (DOM-TOM).
- Soutien aux revendications du Tiers Monde face aux multinationales françaises (dont les nationalisées).
- Renégociation de tous les contrats commerciaux sur la base des revendications du Tiers Monde.
- Retrait des troupes et bases françaises d'Afrique.

Pour le désarmement Pour le droit des peuples Pour le nouvel ordre économique

Le 7 juin s'ouvre à New-York, la deuxième session extraordinaire de l'ONU consacrée au désarmement. Elle doit durer un mois en présence des représentants de tous les pays du monde.

La première a eu lieu en 1978. Une assemblée de l'ONU sur le désarmement tous les 4 ans, cela paraît ridicule par rapport à l'importance de l'armement dans le monde et par rapport à l'urgence que l'humanité ressent de mettre un terme à la folle course aux armements. Pourtant la convocation de la première assemblée n'a pas été sans peine, tant les USA que l'URSS craignaient comme la peste la possibilité donnée à tous les pays du monde de discuter de questions dont ils s'étaient adjugés le monopole et tant ils craignaient de voir révélée leur responsabilité dans la course aux armements, et d'être en conséquence, mise en accusation.

Le mérite de la convocation de la première assemblée en 1978 revient aux pays non-alignés et à la persévérance dont ils ont fait preuve dans ce domaine.

En effet, dès 1961, la première Conférence des Non-alignés à Belgrade fait état de l'exigence du désarmement et propose la convocation d'une Assemblée extraordinaire de l'ONU sur ce sujet, dans le but de briser le monopole soviéto-américain et d'adopter des mesures concrètes de désarmement général. A cette époque, les premières tentatives de désarmement général ont échoué.

L'ÉCHEC DU DÉSARMEMENT GÉNÉRAL

Désarmer, pour les grandes puissances militaires signifie d'abord « désarmer les autres » : c'est la but militaire de toute guerre. Après la grande tuerie de la deuxième guerre mondiale, la Charte de l'ONU n'envisage pas la paix par le désarmement

guerre; c'est ainsi que la France s'est opposée à toute discussion; sur sa guerre en Indochine, puis en Algérie, et que les USA ont fait de même pour la Corée, le Vietnam, etc...

Durant les années de la « guerre froide » (1947 à 1960), les USA dominent le monde et l'ONU est discréditée aux yeux des pays qui luttent pour leur libération nationale, puisque les grandes puissances refusent d'appliquer les principes de la Charte de l'ONU à leurs colonies.

Deux plans de désarmement globaux sont pourtant proposés : en 1954 le plan franco-anglais, et, en 1961, le plan des pays de l'Est. Jamais discutés en Assemblée générale, ils furent étudiés dans la Commission du désarmement créée en 1961 et qui ne regroupait à l'origine que les 5 du Conseil de sécurité. Ces deux plans se heurtèrent à de telles divergences, qu'ils furent abandonnés. Quelle qu'ait été l'opinion des autres membres du Comité, ce fut celle des USA et de l'URSS qui prévalut : aucun des deux n'accepta jamais la question du contrôle effectif des mesures de désarmement. L'opinion mondiale à ce moment-là, disait : « Tant que les USA et l'URSS ne se seront pas mis d'accord, aucune mesure de désarmement ne peut être envisagée ». Ce comité du désarmement devint le lieu de l'affrontement et du monopole soviéto-américain, raison pour laquelle la France refusa de siéger. Aussi les diplomates pensèrent que la seule solution pour s'en sortir était d'entreprendre des mesures de désarmement partiel, ou plutôt de « limitation des armements » (« Arms control » en anglais).

« LE CONTRÔLE DES ARMEMENTS » PAR LE MONOPOLE SOVIÉTO-AMÉRICAIN

Cette époque correspond au moment où les USA et l'URSS ayant

auraient perdu de leur efficacité. Et enfin, de se donner les moyens de poursuivre tranquillement la modernisation de leur potentiel. A cet égard, il est intéressant de noter que tous les traités internationaux passés, y compris ceux qui interdisent les armes chimiques, comportent une clause, à l'instigation des USA et de l'URSS, annulant le traité en cas de « nécessité impérieuse pour la défense nationale d'un pays attaqué ».

Les traités internationaux signés de 1953 à 1974 (voir encadré) ont contribué pour certains à restreindre la pollution atmosphérique (essais d'armes nucléaires), mais ils n'empêchent en rien la poursuite de la fabrication d'armes nucléaires, ils ne sont assortis d'aucun contrôle ni d'aucune sanction en cas de transgression. Ils ne portent que sur certains aspects des armes nucléaires (essais et extension géographique); aucun traité ni ébauche de quoi que ce soit n'a eu lieu sur les armes conventionnelles. Deux traités d'interdiction totale (voir encadré) constituent donc une exception, et encore, car les USA et l'URSS, grands amateurs d'armes en tous genres, sont suspectés d'en continuer la fabrication secrètement.

En bref, le bilan de 20 années de négociations s'avère très maigre et en plus il s'avère, comme dans le cas du Traité de non-prolifération, tout à fait discriminatoire à l'égard des « non-nucléaires » qui constituent la très grande majorité des pays du monde. Ce traité, en interdisant la prolifération « horizontale » des armes nucléaires, n'a, depuis sa signature en 1968, apporté aucune amélioration à la sécurité internationale; au contraire, il a accéléré la prolifération « verticale » des deux superpuissances, confortées dans leur position de privilégiés menaçants. Les 111 pays qui ont volontairement renoncé à l'arme nucléaire s'aperçoivent qu'ils l'ont fait sans contrepartie : pas même l'assurance que les deux superpuissances n'emploieraient pas l'arme contre eux. Autant dire que dans le cas des Non-alignés, des pays neutres et des petits pays, l'inquiétude s'accroît ainsi que l'agacement d'être les dindons d'une farce soviéto-américaine.

LA LUTTE POUR LE DÉSARMEMENT

Pour les Non-alignés, les petits pays, les pays neutres, la question du désarmement n'est pas une question en soi, elle est inséparable de la transformation des relations internationales, de la fin des blocs, de la fin des ingérences et des interventions militaires, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et de la fin du sous-développement. C'est de front et en même temps qu'il faut lutter, car rien d'autre que la destruction de la rivalité soviéto-américaine et de leur hégémonie mondiale, rien d'autre que la disparition des inégalités Nord-Sud ne créeraient mieux les conditions pour un désarmement général que tous les peuples appellent de leurs vœux.

Dans cette optique, une démarche constructive et à laquelle les pays Non-alignés s'attachent, c'est de distinguer clairement les responsabilités : « La Conférence (celle de Colombo en 1979) a reconnu le rôle et la responsabilité particulière que les grandes puissances doivent

assumer afin de mettre un terme à la course aux armements... » Les Non-alignés ont donc proposé l'adoption par l'ONU d'un programme précis de désarmement qui partirait du gel des armements nucléaires, puis de leur réduction et enfin de leur élimination totale. Un même processus, ce palier alors atteint, pourrait être adopté pour les armes classiques (et chimiques et bactériologiques) accompagné du gel des budgets militaires.

Ils ont décidé d'attendre 1982 pour voir si les belles paroles étaient suivies d'effets.

Il y a tout lieu de craindre que la deuxième assemblée de l'ONU ne commence par un constat d'échec : depuis 1978, les négociations sur les armements sont au point mort, tandis que l'insécurité et la course aux armements ont fait un bond qualitatif et que se détériore encore plus la situation des pays pauvres.

DÉSARMEMENT SIMULTANÉ ET CONTRÔLE DES DEUX BLOCS USA - URSS



Dans la première assemblée de 1978, les USA et l'URSS firent tout ce qu'ils purent pour empêcher la prise de décisions concrètes et obligatoires pour tous. Le document final de cette Assemblée tire la sonnette d'alarme sur l'insécurité mondiale qu'il attribue à la course aux armements, sans préciser les responsabilités. Il appelle les puissances nucléaires à bien vouloir négocier pour adopter des mesures visant à prévenir une guerre nucléaire, à donner des assurances aux Etats non-nucléaires de ne pas se servir des armes contre eux et de créer des zones dénucléarisées et de les respecter. Aucun calendrier ne put être adopté suite au veto soviétique et américain, arguant que cette assemblée n'avait pas qualité d'assemblée décisionnaire, mais seulement délibérative. Le problème du contrôle est du coup passé sous silence, de même que le problème des bases militaires. Par contre, l'ONU se donne les moyens de devenir l'unique instance mondiale sur le désarmement et d'y associer le plus grand nombre de pays possible. Le Comité du désarmement qui siège en permanence à Genève est élargi à 35 membres dont 21 non-alignés.

De nombreux pays ont été déçus (notamment la Yougoslavie, l'Inde et la Chine) et ont pris acte de « la bonne volonté » américaine et de la « sincérité » soviétique, estimant que c'était à eux de faire les premiers pas.

Il est sûr qu'à cette nouvelle assemblée de nombreux pays poseront de manière encore plus nette la question des responsabilités et exigeront des mesures concrètes. Les espoirs exprimés en 1978 pour un monde meilleur ont été singulièrement refroidis en quatre ans par les interventions militaires soviétiques dans le Tiers Monde et il n'y a pas de doute que l'URSS soit le principal accusé. Les USA et l'URSS pourront-ils encore une fois empêcher la manifestation des aspirations des peuples du monde? A cet égard, les Européens devraient jouer un rôle particulier en considération de l'aggravation de la sécurité sur leur continent, le dialogue Nord-Sud pourrait faire un grand pas si les gouvernements européens s'associaient aux aspirations du Tiers Monde. Or, il est à craindre que l'opinion européenne soit bien mal représentée par leurs gouvernements puisque que ce soit en France, en RFA, et Grande-Bretagne, ceux-ci ne manifestent par leur enthousiasme, voire leur intérêt pour cette assemblée extraordinaire. Il est d'ailleurs significatif de constater qu'aucune préparation ni information sur cette assemblée n'a lieu dans les médias en France, jusqu'à présent, c'est-à-dire quelques jours avant son ouverture; comme l'a expressément recommandé l'ONU à tous ses membres.

Estelle DELMAS

LES TRAITÉS INTERNATIONAUX SUR LES ARMEMENTS

13 traités ont été signés depuis 1959 dont 9 portent sur les armes nucléaires, on peut citer :

- interdiction de les placer sur orbite dans l'espace (1967), mais leur circulation n'est pas interdite;
- interdiction de les déposer dans les fonds sous-marins au-delà des eaux territoriales (1972), mais leur circulation n'est pas interdite;
- interdiction du transfert d'armes nucléaires par les Etats nucléaires aux autres (Traité de non-prolifération - 1968);
- interdiction des essais nucléaires dans l'atmosphère, l'extra-atmosphère et sous l'eau (1963), mais n'interdit pas les essais souterrains;
- limitation des essais nucléaires souterrains soviétiques et américains à 150 kilotonnes (Hiroshima : 14 kilotonnes) (1974), pas appliqué.

Interdiction totale d'armes :

- Convention de Genève sur l'interdiction de l'emploi des gaz toxiques et asphyxiants (1925), mais qui n'interdit pas la fabrication ni le stockage;
- Convention sur les armes biologiques (microbes, toxines, bactéries) qui interdit la fabrication, le stockage et l'emploi. Seul traité pour les manquements auquel le Conseil de sécurité statuera sur plainte déposée par tout Etat membre de l'ONU.

mais par la mise en place d'un système de sécurité mondiale dans lequel les conflits seraient empêchés par une médiation internationale. La création d'une armée internationale est même envisagée, qui remplacerait les armées nationales devenues inutiles. Sans même engager le débat sur une force armée supra-nationale, le droit de veto accordé aux 5 du Conseil de sécurité (France, USA, URSS, Grande-Bretagne, Chine-Taiwan) a empêché toute possibilité d'intervention de l'ONU dans les nombreux conflits de l'après-

accumulé des missiles balistiques étaient capables de se détruire mutuellement et au moment où d'autres pays étaient en train d'accéder (ou pouvaient accéder) à l'armement nucléaire (France, Chine). Pour les deux super-grands, il s'agissait de « co-gérer » leur supériorité déjà écrasante, de fermer la porte du « club nucléaire », non pas parce que la prolifération des armes nucléaires augmentait l'insécurité mondiale, mais parce que leurs moyens de pression et de chantage sur le reste du monde

VIE OUVRIERE

39^e CONGRES DE LA CFDT LE RECENTRAGE 3 ANS APRES

Le recentrage opéré à Brest a connu depuis une mise en œuvre concrète, un approfondissement puis un ajustement aux conditions nouvelles créées le 10 mai 1981 que synthétisent assez bien, aux yeux de tous, les « nouvelles solidarités ». Cette orientation n'a pas été démentie à Metz; la confédération ne manquera pas pour l'appliquer et la pousser plus loin de se prévaloir du résultat obtenu, meilleur qu'à Brest, dans le vote sur son activité (le quitus). Qu'en est-il en fait?

Gilles CARPENTIER

La direction confédérale a obtenu 59,25% des suffrages au lieu de 57%, il y a 3 ans (2,25% de plus). Il faut noter que la première bataille serrée (10 028 mandats pour, 9 824 contre) de ce congrès eut lieu autour d'une modification des statuts, applicable immédiatement, qui a permis aux retraités de voter en tant que tels. Cette modification, à l'initiative de la direction, et au-delà du problème concret posé, concourait sans nul doute à réunir le maximum de conditions pour améliorer le score de Brest. Le poids supplémentaire en faveur des positions confédérales que pouvait représenter une telle participation au vote des retraités (directe et non plus par l'intermédiaire de leur syndicat d'affiliation) était communément estimé à 2 ou 3%...

NOUVELLES SOLIDARITÉS LIMITÉES...

Orientation non démentie donc, mais pas non plus soutenue plus largement, comme on vient de le voir.

Quant aux votes contre, avec 34%, il ont progressé de 3% par rapport à Brest.

De plus, le congrès a dressé, contre la volonté confédérale, une barrière à l'étendue des nouvelles solidarités en votant (de peu) un amendement à la résolution action stipulant que « en tout état de cause, la compensation salariale doit être intégrale jusqu'à deux fois le SMIC revendiqué » (en cas de réduction de la durée du travail). La confédération avait été battue sur le même terrain à Brest (ce qui ne l'a d'ailleurs pas empêché de passer outre).

En outre, le congrès a élu au bureau national, malgré le vote indicatif très défavorable auquel avait procédé en avril (conformément aux statuts) le Conseil national, Daniel Torqueu, secrétaire de la Fédération Hacuitex. Or, ce dernier avait clairement opposé, dans son intervention au nom de sa fédération, une ligne de « généralisation des acquis à l'ensemble des travailleurs », de mobilisation sur des revendications anticapitalistes, à celle des nouvelles solidarités qui tend à faire de « l'absence d'esprit de solidarité des travailleurs » la cause du chômage... Yves Lichtenberger, de la FGSL (Services, Livre), ferme soutien de l'orientation confédérale (victime aussi d'une forte cote d'impopularité née à Brest) en a fait les frais et n'a pas retrouvé sa place au B.N.

SUR L'UNITÉ : LE SENTIMENT DU CONGRES

Sur la question de l'unité, un amendement préconisant la recherche de « l'unité d'action sur la base d'un syndicalisme de classe et de masse, la CGT (devant donc être partenaire privilégié) » a été, certes, repoussé (tout en dépassant les 40% de votes favorables). Cela ne veut pas dire pour autant que soit si largement soutenue l'intention de la confédération de « rechercher l'unité d'action avec toutes les organisations syndicales : la CGT, la plus importante, FO, la CFTC, la CGC et

la FEN » (c'est en ces termes qu'elle était inscrite dans le projet de résolution sur la politique d'action). Les quelques sifflets qui ont accueilli l'annonce de la présence d'une délégation de la CGC, contrastant avec les vifs applaudissements qui ont salué la présence de celle de la CGT, ou dans une moindre mesure de la FEN, au début du congrès, ont clairement montré le sentiment des congressistes (FO et la CFTC, qui n'avaient pas répondu à l'invitation, ont, elles, échappé à ce test de l'applaudimètre). En réponse aux très nombreuses interventions qui avaient abordé cette question, E. Maire dut se défendre de « vouloir changer d'alliance. Qui pourrait penser à privilégier l'action commune avec la confédération FO » dit-il; ajoutant : « Il est donc clair que la CGT reste notre partenaire potentiel le plus important ». Cela était, il est vrai, avant le vote du quitus.

LES RÉPONSES DE MAIRE

Dans ses réponses, E. Maire s'attachait à réduire l'opposition à « un petit nombre de camarades » qui « se sont limités à exprimer une opposition radicale à la stratégie confédérale », pour lesquels « le bilan du congrès de Brest se résume à un échec total et le réformisme de la confédération n'a d'égal que le réformisme du gouvernement ». Les autres intervenants ayant, eux, « enrichi le débat, y compris à travers un bon nombre de critiques constructives ». C'est sans doute de bonne guerre, encore que ce soit

pour le moins discutabile quand cela débouche sur la caricature : les critiques de fond se voyaient réduites par E. Maire à l'exigence des 35h effectives, avec création massive d'emplois, SMIC à 3900 francs, partout tout de suite... Il pouvait alors à bon compte parler de Merlin l'enchanteur et proclamer que « la lutte de classe, c'est sérieux! »...

Le secrétaire général, sur une question elle aussi maintes fois abordée dans de nombreuses interventions, fut beaucoup moins imaginaire, lorsqu'il dit : « Le débat entre nous ne porte pas sur la nécessité de ponctionner les profits, de s'attaquer aux fortunes et aux privilèges. Nous en sommes tous d'accord. Et nos propositions pour la réforme profonde de la fiscalité en témoignent. »

N'est ce pas un peu court?

QUOI DE NOUVEAU DANS LES NOUVELLES SOLIDARITÉS

Dans ces conditions, qu'ont donc de nouveau ces « nouvelles solidarités »? Fonctionnaires, autres salariés, secteur nationalisé, secteur privé; emplois stables, emplois précaires; bas salaires, salaires plus élevés; grandes entreprises, petites entreprises; emplois qualifiés et non qualifiés; actifs et chômeurs; hommes et femmes; jeunes et moins jeunes; Français et immigrés (la confédération a été bien peu loquace sur ces derniers, d'ailleurs très peu représentés dans le congrès, et bien sourde aux questions précises posées par certains délégués)... Tou-

tes ces différences, qui souvent se superposent, ne datent pas d'hier et sont même, au-delà de leur variété selon les époques, le lot quotidien du syndicalisme qui doit constamment combattre, par la solidarité, les contradictions qu'elle génère, à travers la lutte pour des objectifs communs.

Alors? C'est que ces solidarités n'ont plus la même cible. Les travailleurs se voient appelés au nom du « réalisme » avec lequel il faudrait regarder une situation difficile à partager leur salaire et leur travail... Elles visent les travailleurs eux-mêmes bien plus qu'elles ne sont le ciment nécessaire pour arracher au patronat, à la classe et au système capitaliste des concessions, des reculs.

C'est dans le très bref paragraphe du rapport général consacré au patronat qui « n'est pas le moindre des obstacles que nous rencontrons » qu'Edmond Maire dit quelques mots de la lutte des travailleurs de Citroën. Cela suscita de très vifs applaudissements, preuve que les militants de la CFDT, comme tous les travailleurs, sont tout à fait disponibles à certaines solidarités. C'est par leur combat (et quel combat!) que les O.S. de Citroën, pratiquement tous immigrés, ont réduit les énormes inégalités dont ils étaient victimes, faisant pénétrer dans leurs usines ce qui est commun dans bien d'autres. Ils étaient interdits d'organisation; ils rentrent dans leur usine plus organisés que dans bien d'autres...

Et qu'ont donc à voir là dedans les nouvelles solidarités d'E. Maire?

Au total, il est clair que la confédération va poursuivre dans la voie où elle s'est engagée. Il est clair aussi que des militants, des syndicats, dans la CFDT, continueront à agir sur d'autres bases, avec d'autres conceptions.

C'est sans doute à la fois une force et une faiblesse, en tout cas une caractéristique de la CFDT d'aujourd'hui, qui peut vivre des contradictions comme toute profonde tout en conservant un minimum de cohésion (où le rejet du modèle soviétique et du PCF considéré comme son promoteur en France joue un rôle de premier plan).

La direction s'attribue sans hésiter les lauriers des succès (essentiellement électoraux : en influence) remportés ces temps derniers, indéniables d'ailleurs mais tout de même relatifs et non assurés. C'est aller bien vite en besogne : des syndicats, militants, qui ne pratiquent guère ses orientations sont, par exemple, souvent en bonne place dans ces succès; les pertes de la CGT, dont bénéficie la CFDT, ont leurs raisons propres, etc...

Les années qui viennent seront déterminantes, pour beaucoup de choses bien sûr, mais entre autre pour savoir comment se développera la CFDT, si sa prétention affirmée à ce congrès de devenir le premier syndicat de France se révélera « réaliste », comment évolueront les rapports de force en son sein, au-delà du statu quo qu'a en fin de compte reflété ce 39^e Congrès.

SMTU MONTPELLIER

Rien ne va plus

C'est le 10 mai, date anniversaire, que la CGT de la SMTU avait choisi pour tirer la sonnette d'alarme. Depuis le dépôt en octobre 81 du cahier de revendications pour 82, et malgré les demandes de négociations de la CGT, c'est seulement à cette date que la direction s'est manifestée et il faut voir comment... « C'est une remise en cause totale des avantages acquis par les luttes passées » devait déclarer la CGT au cours d'une longue conférence de presse.

Les réductions du temps de travail proposées par la direction s'accompagneraient d'une perte de salaire d'environ 290 francs pour chaque salarié au premier octobre 82, soit une perte de salaire équivalente à 1h30 par jour. La mise en place d'une équipe à l'atelier dont le but est de supprimer la journée continue, — la mise en place de deux jours couplés pour les chauffeurs au lieu de la journée continue gagnée par la lutte depuis 1967, — le gel complet sur les négociations salariales pendant deux mois et pendant un an sur les conditions de travail, — l'embauche des nouveaux salariés des SMTU sur des contrats différents,

ce qui les priverait des avantages acquis par les luttes des plus anciens. C'est là une discrimination inadmissible, les acquis appartiennent aux travailleurs et non à la direction précisait la CGT.

Et tout ça en échange d'une avance de 3% sur l'indice INSEE. Voilà largement de quoi justifier la grève de 24 heures du 10 mai et du 21 mai qui a été suivie à 100% par l'atelier et le roulage. Préférant choisir la rentrée d'octobre pour un affrontement plus dur, si besoin, c'est la grève du zèle qui était observée par les chauffeurs dont les conditions de travail ne cessent de se détériorer. La municipalité d'union de la gauche est majoritaire à la SMTU dont le président n'est autre que M. Frèche, maire de Montpellier. C'est là une situation délicate, mais le gouvernement n'a-t-il pas affirmé vouloir traduire davantage le changement au niveau du quotidien, au niveau du concret?

Le 21 mai, profitant de la venue du ministre des Transports, Charles Fiterman, la CGT a maintenu son ordre de grève pour ce jour-là et on appelle au ministre comme médiateur. Peu de temps après les négociations reprenaient et un protocole d'accord était signé : — 0,5% de rattrapage sur le pouvoir d'achat (en plus de l'INSEE) en novembre 82 et 0,5% en mars 83, — contrat de solidarité signé, — les repos sont payés mais un certain nombre supprimés jusqu'en septembre 83, — maintien des avantages acquis, — le jour de grève du 21 mai est payé, — l'accord en date du premier mai

82 est valable pour 12 mois avec dépôt du cahier revendicatif et discussion en mars 83, — le temps de travail sera ramené à 36h en septembre 83. Ce protocole a été jugé globalement positif par les travailleurs qui ont repris le travail.

(article réalisé après interview des responsables de la CGT de la SMTU)

GERVAIS DANONE

La sous-traitance, une solution... pour le profit

Gervais-Danone, c'est 4 200 salariés en France. C'est aussi une partie de BSN, c'est-à-dire 55 000 salariés, le premier trust agro-alimentaire français. Pour la défense de leurs intérêts, les travailleurs se sont regroupés majoritairement dans la CGT. Ces derniers mois, des arrêts de travail avaient déjà eu lieu, les travailleurs refusant les accords défavorables signés par les autres organisations syndicales concernant la réduction du temps de travail.

Dernièrement, ils ont dû recourir à la grève : en effet, pour maintenir un taux de profit satisfaisant, Gervais

Danone France avait décidé de céder en sous-traitance les points de distribution d'Alès, Nîmes, avec des menaces pour Béziers et Montpellier. Leur politique : — une meilleure rentabilisation, — faire baisser le nombre de leurs salariés par la mise en sous-traitance, échappant par là même à certaines contraintes gouvernementales et éventuellement à la nationalisation. Evidemment, les travailleurs, eux, voulaient le maintien de ces centres dans le groupe avec tous les avantages qu'ils avaient déjà acquis par la lutte (salaires, etc...).

Ce qu'ils ont pu constater c'est que même après le 10 mai, le patronat se permet de « vendre » les travailleurs comme leurs « produits » au gré de leurs besoins. Ils l'ont refusé en entrant dans l'action. Dès le 25 mai, ils voulaient obtenir le maintien de tous les centres dans le groupe. La direction avait dès le lendemain apporté la garantie du maintien pour les cinq années à venir des centres de Montpellier et de Béziers dans le groupe. Mais le problème reste entier pour Alès et Nîmes. C'est par la solidarité et pour maintenir l'unité que tous ensemble ils ont continué la lutte. Vendredi, ayant obtenu la garantie des avantages dans le cadre de la reprise par le sous-traitant, pour ceux d'Alès et de Nîmes, la grève s'est terminée. C'est une victoire, pas totale certes, mais le positif emporte largement sur le négatif.

Correspondance
(d'après une interview du délégué
syndical CGT).



Citroën



Au terme de cinq semaines de grève, les travailleurs de Citroën ont remporté une importante victoire. Le jeudi 27 mai, réunis en assemblée générale, ils ont approuvé les conclusions du médiateur désigné par le gouvernement qui satisfaisaient leurs revendications, tout particulièrement dans le domaine des libertés syndicales et individuelles. Voici, en yrac, quelques réflexions sur cette très grande lutte, dont on peut penser ne pas se tromper en disant qu'elle fera date dans l'histoire du mouvement ouvrier de France.

Il est absolument certain que le nouveau contexte politique créé depuis le 10 mai a joué un rôle essentiel dans le déclenchement de cette lutte et son issue victorieuse. Auparavant, ils avaient contre eux le pouvoir dictatorial de Citroën appuyé par les gouvernements de droite. La première fois que j'étais allé les voir, des travailleurs d'Aulnay m'avaient expliqué en quoi ils estimaient nécessaire que le changement pénètre chez Citroën. En somme, ils se sentaient portés par la volonté qui s'était exprimée le 10 mai. La légitimité était de leur côté.

Il s'agissait de quelque chose de décisif pour vaincre la peur, pour passer à l'action, pour oser faire face à la répression patronale. Avant la grève, le ministre du travail, Jean Auroux, avait fait un certain nombre de déclarations selon lesquelles des élections libres devraient avoir lieu chez Citroën. Cet appui du gouvernement à une aspiration essentielle des travailleurs a favorisé le déclenchement de l'action. Et, tout au long de leur lutte, les travailleurs ont pu mettre à profit le politique gouvernemental. Le refus du gouvernement de céder aux injonctions de la direction demandant de faire

appel aux forces de police a constitué un fait favorable. La désignation d'un médiateur qui, après consultation, a proposé la satisfaction des revendications des grévistes a constitué un élément très important dans le rapport de force. La victoire des travailleurs de Citroën confirme ceci : le 10 mai a créé une situation propice à l'avancée des intérêts des travailleurs.

D'IMMENSES FORCES A VAINCRE

Deuxième réflexion qui complète la première : l'action de masse des travailleurs est la condition impérative pour que cette avancée se réalise pratiquement tant il est vrai que les forces opposées au changement sont puissantes. De mai 81 à avril 82, rien n'avait changé dans la réalité du système Citroën, la dictature continuait à y régner. Et sans l'action des travailleurs, en dépit des lois sur les droits nouveaux, rien n'aurait changé. Il aura fallu cinq semaines de grève, la perte de production de plus de 20 000 véhicules pour que la direction finisse par céder !

Cette grande grève a permis de mesurer la puissance des forces op-

posées au changement. Ce furent les moyens gigantesques de cette direction mobilisant des centaines d'hommes de main pour garder ses usines, utilisant des hélicoptères, organisant une manifestation nationale anti-grève, créant un climat de provocation, d'affrontement. Et à ses côtés, on a vu se dresser la droite, le RPR en tête, réclamant l'intervention de la police contre les grévistes. Soyons sûrs que ces forces qui viennent de subir une importante défaite ne vont pas désarmer. Et que dira du rôle de certains médias, en particulier la télévision, qui ont donné une image fautive de cette lutte ? Le changement reste à faire à la télévision. Une information digne de ce nom est venue qu'une large place soit faite aux témoignages des travailleurs de Citroën, que la réalité du système dictatorial qu'ils avaient subi soit mise en lumière. Au lieu de cela, on nous a parlé d'une opération de la CGT qui aurait visé à prendre la place de la CSL.

UNE GREVE IMMIGREE

Autre réflexion : cette grève a mobilisé pour l'essentiel des travailleurs immigrés. Ces hommes sont Marocains, Africains, Algériens, avec toutes leurs traditions culturelles et religieuses.

Ce qu'ils ont gagné

Voici les principaux points du rapport du médiateur que la direction a acceptés.

Par ailleurs, un accord a été conclu sur le déroulement d'élections libres qui auront lieu à la fin juin, contenant des modalités pratiques précises qui mettent un terme au système qui assurait la domination de la CSL.

Deux structures de dialogue et de concertation sont proposées :

- la première chargée des « problèmes relatifs aux libertés et, d'une façon plus générale, au respect de la dignité de chacun » s'assurera chaque mois « de la bonne application des présentes recommandations et des futures dispositions légales et réglementaires, d'analyser les difficultés rencontrées, de débattre de toute solution susceptible de les apaiser et de toute proposition permettant d'aller de l'avant. A l'expiration de sa mission, elle adressera un rapport au ministre du Travail (rapport qui sera rendu public) ».

- la deuxième chargée « des problèmes plus classiques relatifs aux salaires et aux conditions de travail, se réunira mensuellement et devra être saisie de toutes les questions relatives aux salaires et conditions de travail qui n'auraient pu trouver leur solution dans le cadre d'une concertation directe entre la direction et les représentants qualifiés des salariés. »

Le premier chapitre est consacré aux « Libertés et à la dignité de la

personne ».

- « La direction s'engage de la façon la plus solennelle à mettre en œuvre tous les moyens dont elle peut disposer pour faire respecter l'ensemble des libertés collectives et individuelles et à sanctionner sévèrement toutes les atteintes à la dignité de la personne dont elle pourra avoir connaissance. »

- Mutations : « La direction prendra toute mesure utile pour réduire au minimum les mutations définitives ou temporaires. Le contrat de travail mentionnera désormais, lors de sa conclusion, l'établissement pour lequel il est conclu. »

(...) « Toute affectation temporaire dans un autre établissement de la région, dès lors qu'elle dépasse une semaine, devra être notifiée par écrit à l'intéressé avec l'indication de la durée prévisible. Le salarié pourra solliciter un entretien » et « s'il s'agit d'un travailleur de nationalité étrangère, être assisté d'un interprète de son choix, parmi les salariés de l'entreprise. »

- Règlement intérieur : « Dans le délai de trois mois suivant la promulgation de la loi relative aux libertés, la direction procédera à une révision générale du règlement intérieur applicable dans chacun des établissements de la région parisienne. »

- Conditions de vie et de travail des travailleurs immigrés : « La direction mettra à l'étude les mesures propres à améliorer les conditions de

Comment ne pas être frappé par le fossé existant entre le rôle majeur tenu par ces travailleurs sur le terrain de la lutte des classes dans l'entreprise, pour que les changements se concrétisent, pour faire reculer les forces antichangement, et le fait qu'ils continuent à être considérés en France comme des non-citoyens ? Ceux qui ont joué un tel rôle ne vont même pas avoir le droit de participer aux élections municipales ! Il est absolument indispensable qu'une telle situation soit modifiée ; il faut aller dans le sens de l'égalité des droits effective, pleine et entière, entre Français et immigrés.

UN RAPPORT DE FORCES MEILLEUR

Enfin, l'issue victorieuse de cette grève va contribuer sans doute à modifier l'état d'esprit existant chez les travailleurs, d'autant plus qu'elle intervient après le succès des O.S. de Flins. On peut penser qu'elle va contribuer à montrer l'efficacité de l'intervention des travailleurs dans le processus de changement en cours en France.

Pierre BURNAND

la rémunération, les montants, les barèmes et critères de détermination de chacun de ces éléments » ainsi qu'un autre document « regroupant les dispositions régissant les conditions de vie et de travail dans l'entreprise et reprenant la liste et les conditions d'accès aux diverses prestations sociales et aux facilités accordées au personnel ».

- Information sur les charges de travail et les cadences : « La direction assurera l'affichage sur les tableaux de chaîne, d'informations » sur les effectifs et les cadences.

D'autres mesures sont prévues sur les classifications, notamment, « le passage automatique à la catégorie supérieure » pour les O.S. Après dix ans d'ancienneté au 1^{er} janvier 1983, neuf ans au 1^{er} janvier 1984, huit ans au 1^{er} janvier 1985 ; sur l'évolution des salaires (3,5% au 1^{er} juin, 2,5% au 1^{er} septembre, 1% au 1^{er} décembre avec une augmentation minimum de 400, 00 francs) et la garantie du pouvoir d'achat pour les bas salaires (indice inférieur ou égal à 175) ; sur les primes dites de commissionnement et les congés payés (possibilité d'utiliser le reliquat des congés non pris durant l'année lors des congés d'été). Enfin, la recommandation prévoit qu'aucune sanction ne sera prise et une avance égale à 50% du salaire perdu sera versée avec remboursement d'une demi-journée par mois.

- Elections professionnelles : « La direction des établissements Citroën adoptera, pour toutes les élections dans l'ensemble des établissements de la région parisienne, les dispositions offrant des garanties au moins égales à celles adoptées par M. Malavou pour l'établissement d'Aulnay-sous-Bois. »

Le deuxième chapitre porte sur les salaires et conditions de travail.

- Transparence : « La direction diffusera au personnel et aux représentants élus et mandatés, un document faisant ressortir pour chaque catégorie de personnel, la liste complète des éléments fixes et mobiles de



LA VICTOIRE



VIE OUVRIERE

41e CONGRES DE LA CGT

Des questions à débattre : gouvernement-patronat-classes sociales

Dans notre numéro 1290, nous avons présenté les orientations en débat dans la CGT à l'occasion de son 41^e Congrès, qui se tiendra à la mi-juin à Lille. Première centrale syndicale de notre pays, la CGT joue un rôle décisif dans la lutte de classes dans notre pays. Ce qui va se débattre au 41^e Congrès est donc important, non seulement pour la CGT elle-même, mais pour l'ensemble du mouvement ouvrier, pour la classe ouvrière et tous les travailleurs. C'est la raison des remarques et point de vue que nous publions ci-dessous sur la partie du projet de document consacrée à l'attitude à avoir par rapport au gouvernement et au patronat dans la situation actuelle. Dans notre prochaine édition, nous aborderons l'analyse faite dans le document préparatoire sur l'analyse de la situation mondiale et les tâches de la CGT pour la coopération internationale et dans le mouvement syndical international.

L'APPRECIATION DU GOUVERNEMENT

Le projet de document d'orientation insiste sur le fait que dans la nouvelle situation politique, le gouvernement « n'est pas notre adversaire : il doit être notre partenaire », qu'« il n'y a plus de bloc patronat-gouvernement contre les travailleurs ». Cela apparaît comme la conséquence logique du fait que l'ensemble des forces ouvrières et populaires, l'ensemble de la gauche a contribué à l'élection de François Mitterrand, puis à celle d'une large majorité de gauche à l'Assemblée nationale, sur la base desquelles a été constitué un gouvernement rassemblant les deux principaux partis de gauche.

Et il est vrai que le nouveau gouvernement, que sa politique sont différents de ceux de droite, qui pendant des années représentaient directement les forces du grand capital. Il y a eu des changements importants non seulement par rapport à l'offensive tous azimuts de Giscard-Barre contre les travailleurs, leurs droits et leurs acquis mais plus encore par rapport à ce qu'ils préparaient s'ils avaient été réélus (Cf. leur projet de VIII^e Plan).

Si les travailleurs ont pu apprécier positivement ce changement de politique, il reste des aspects qui suscitent bien des interrogations, des inquiétudes voire un réel mécontentement. Un grand nombre de responsables syndicaux considèrent que la politique économique du gouvernement a tendance à faire la part trop belle au patronat alors que les mesures de caractère social se font attendre.

D'ailleurs les mesures prises par le gouvernement ne correspondent pas toutes aux intérêts des travailleurs. Pour n'en citer que quelques-unes, le rétablissement de la cotisation de 1% Sécurité sociale, les cadeaux au patronat financés par le relèvement du taux de TVA. Voilà qui nécessite non seulement de faire entendre une réprobation mais aussi de développer l'expression des travailleurs, leur intervention, leur action, pour que de telles mesures soient annulées et que d'autres ne suivent pas. Le projet de rapport d'orientation se limite à ce propos à définir la CGT comme « force pour une intervention appropriée contre les décisions négatives ». Cette formule bien générale peut déboucher sur la mobilisation comme sur la seule probation, voire même un jour sur la caution d'une gestion « de gauche » de la crise. Il y a, là aussi, un point important qui concerne le mouvement syndical dans la situation actuelle et qui nécessite débat et clarification dans le mouvement ouvrier.

La définition d'une attitude correcte vis-à-vis du gouvernement et de sa politique, qui tiendra compte des aspects positifs de la politique gouvernementale comme des revendications non sa-

tisfaites des travailleurs sera sans aucun doute un des thèmes privilégiés de ce 41^e Congrès.

UNE POLITIQUE, MAIS AUSSI UN SYSTEME POLITIQUE

Cette réflexion ne saurait conduire à estomper une réalité : le système capitaliste est toujours en place. Il est toujours régi par les mêmes lois, principalement la recherche du profit maximum par l'exploitation des travailleurs en France et des peuples du Tiers Monde. Certes, il y a eu de nouvelles nationalisations. Mais la lettre de mission du ministre de l'Industrie, Pierre Dreyfus, aux nouveaux Pdg précise clairement : « Vous rechercherez d'abord l'efficacité économique par une amélioration continue de la compétitivité. Les critères habituels de gestion des entreprises industrielles s'appliquent intégralement à votre groupe. ». Le nouveau Pdg de Thomson, Alain Gomez, en tire les conclusions qui s'imposent, dans *L'Expansion* du 21 mai : « Mon boulot à moi, c'est de faire sortir de la plus-value » et « Où avez-vous entendu dire qu'une boîte nationale ne pourrait pas licencier ? ».

Le fait que la France reste capitaliste et impérialiste a des conséquences bien concrètes, bien palpables pour les travailleurs, dans leurs conditions de travail comme de vie. L'analyser concrètement, dans tous ses aspects, contribue à armer les travailleurs, les militants syndicaux pour mener la lutte de classes.

Le système capitaliste, qui plus est aujourd'hui, a atteint le stade du capitalisme monopoliste d'Etat, c'est-à-dire, sur la base du système de propriété capitaliste, la fusion du capital monopoliste et de l'appareil d'Etat. Les nationalisations passées ont joué un rôle important dans le processus de développement de ce capitalisme monopoliste d'Etat. Il ne saurait en être différemment aujourd'hui, compte tenu de ce que nous venons de rappeler. Le nouveau gouvernement ne peut nier cette réalité ou la transformer par des lois ou décrets, quelles que soient ses intentions. Voilà qui doit être pris en compte dans l'analyse de la situation et dans les orientations syndicales pour défendre les intérêts des travailleurs.

En conclusion : Il ne s'agit pas de dire « C'est toujours le capitalisme, rien n'a changé », mais d'apprécier la situation telle qu'elle est, dans sa réalité et sa complexité. Si pour caractériser le gouvernement, le remplacement du concept d'adversaire par celui de partenaire correspond bien à la réalité issue du 10 mai, cela ne suffit pas à caractériser la situation. Une telle caractérisation devrait nécessairement prendre en compte une appréciation

des forces politiques au gouvernement et la politique qu'ils mettent en œuvre mais aussi le système politique global dont les lois économiques, les rapports de production sont foncièrement contraires aux intérêts des travailleurs.

LA SITUATION ACTUELLE DU PATRONAT

L'appréciation portée sur la situation actuelle du patronat dans le projet de document d'orientation (« Il doit aujourd'hui justifier son existence dans l'entreprise et dans la société ») correspond-elle à la réalité ?

Les récents conflits Renault, Société Générale, Citroën et bien d'autres, nous inciteraient à penser que l'existence du patronat se « justifie » dans la défense des intérêts capitalistes contre les intérêts des travailleurs. Aussi est-ce bien la question ?

La question décisive pour le mouvement syndical et le mouvement ouvrier n'est-elle pas plutôt : le patronat est-il sur la défensive, encaissant coups sur coups, de la part de la classe ouvrière, se sent-il condamné à brève échéance ? Ou bien continue-t-il, tout en s'adaptant à la nouvelle situation politique, son offensive contre les travailleurs, leurs droits et leurs acquis, poursuit-il ses restructurations, le redéploiement de ses capitaux pour faire payer la crise aux travailleurs ?

Entreprendre cette analyse, c'est prendre en compte la réalité que vivent les travailleurs et la classe ouvrière : les licenciements se poursuivent, le pouvoir d'achat des salaires est toujours en baisse par rapport à l'augmentation réelle des prix, l'aggravation des conditions de travail se poursuit. Il n'est que d'entendre Gattaz, le président du CNPF, multiplier les exigences patronales auprès du gouvernement, se féliciter des récents cadeaux et en demander encore plus.

C'est constater également que seule l'action déterminée des ouvriers de chez Citroën a pu faire céder la résistance de ce patron de choc, c'est-à-dire d'un des principaux groupes monopolistes français, Peugeot-Citroën-Talbot, face à la longue lutte des ouvriers et à leur détermination. Décidément, le patronat n'en est pas à justifier son existence.

Le projet de document d'orientation souligne, à juste titre, que le patronat fait preuve d'« agressivité et de détermination », et que « tout ce qui est à réaliser se heurte et se heurtera à la résistance du patronat et de la réaction ».

Mais l'appréciation d'ensemble qui ressort du texte, en ne soulignant unilatéralement que les efforts de la classe ouvrière de résistance à l'offensive du patronat, ne rend pas compte exactement de la situation et ne permet pas de comprendre la nature des difficultés que chaque section syndicale, chaque syndicat rencontre dans son effort

d'organisation et de mobilisation des travailleurs. Le rapport souffre d'une tendance à surestimer le rapport de forces actuel entre les travailleurs et le patronat.

Il ne s'agit pas d'une question de mots. L'appréciation de la situation du patronat renvoie à l'analyse de la situation des classes sociales aujourd'hui et de leurs rapports, aux initiatives à prendre pour transformer ce rapport de forces.

L'ANALYSE DES CLASSES

De plus, il ne suffit pas de parler du patronat quand on analyse les forces qui sont fondamentalement opposées à tout changement en faveur des travailleurs, qui défendent avec vigueur le système d'exploitation capitaliste. Il est nécessaire de parler de classe sociale, de la classe bourgeoise dans son ensemble et en particulier de la bourgeoisie monopoliste. Celle-ci ne se réduit pas au seul patronat, même si celui-ci en est une composante essentielle. Elle comprend l'ensemble des propriétaires, à titre individuel ou collectif, des grands moyens de production et du capital bancaire, les dirigeants des principales entreprises industrielles et financières, qu'elles soient privées ou nationalisées, les grands commis de l'appareil d'Etat, les grands propriétaires fonciers.

Le 10 mai n'a pas transformé comme par enchantement cette bourgeoisie monopoliste, pas plus que le remplacement des Pdg des entreprises nationalisées, en tant que tel.

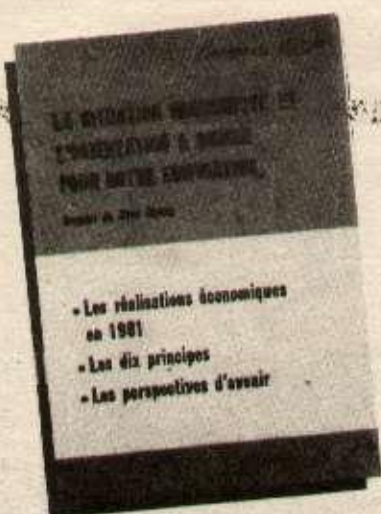
L'appareil d'Etat lui-même est toujours en place, avec son arsenal d'institutions, de lois, de codes, de circulaires et tout un appareil d'exécution, mis en place par le capitalisme et bien rôdé pour le perpétuer. La Constitution de la V^e République, faite sur mesure par la bourgeoisie monopoliste pour assurer sa domination, est toujours la même, fondant la légalité de l'exploitation capitaliste sur le droit de propriété et la « liberté d'entreprendre ».

Analyser la situation telle qu'elle est aujourd'hui, dans tous ces aspects, c'est aussi envisager la possibilité pour la bourgeoisie monopoliste, toujours maître de bon nombre de décisions économiques, et bien en place dans l'appareil d'Etat, d'intégrer graduellement et en douceur les « avancées » graduellement acquises et récupérer à son profit les fruits de la concertation et du consensus, tant que le contexte économique, politique, juridique reste celui qu'elle a forgé.

Voilà aussi qui mérite débat et clarification, à la lumière des faits, dans le mouvement ouvrier. Pour armer les travailleurs et les militants et déterminer une politique adaptée à la situation et au rapport de forces et qui permette à la classe ouvrière et à l'ensemble des travailleurs de marquer des points.

CHINE

Quelle édification économique ?



Le rapport part d'un constat global : entre 1952, année où le relèvement économique a été mené à bien, et 1980, la valeur globale de la production industrielle et agricole a été multipliée par 8,1; le revenu national par 4,2; les biens immobiliers industriels par 26; le niveau moyen de consommation du peuple a plus que doublé. Zhao Ziyang précise: « Ces faits prouvent pleinement que, sous le régime socialiste, le rythme de croissance a été assez rapide. Cependant, ils nous montrent aussi que, durant les 32 années qui ont suivi la fondation de la République populaire, l'augmentation du revenu national, a été de loin inférieure à celle de la valeur globale de la production industrielle et agricole, et l'accroissement du niveau de vie du peuple beaucoup plus bas que celui du revenu national; de même, la rentabilité obtenue dans notre édification économique s'est révélée peu satisfaisante; et l'amélioration des conditions de vie du peuple ne correspond pas au travail qu'il a fourni. »

RAISONS OBJECTIVES ET SUBJECTIVES

Pour analyser cette situation, Zhao Ziyang cite à la fois des raisons objectives et des raisons subjectives. Parmi les premières, le fait qu'avant 1949, la Chine était très arriérée sur le plan économique et culturel; que longtemps la Chine a été l'objet de menaces voire d'agressions des forces hostiles de l'étranger, de blocus de l'impérialisme puis du social-impérialisme, ce qui a conduit la Chine à concentrer ses ressources pour mettre rapidement sur pied une industrie lourde, en vue de jeter les fondements de l'industrialisation du pays et de renforcer la défense nationale; que la Chine a une population nombreuse et qui augmente vite, le développement de la production étant ainsi compensé en grande partie par l'accroissement de la population, ce qui est défavorable à l'élévation du niveau de vie du peuple; que la superficie cultivable est restreinte, contradiction qui connaît une acuité accrue avec la croissance démographique.

Mais il y a aussi des raisons subjectives, en particulier le fait que la pensée directrice en matière d'édification économique a été longtemps dominée par les idées gauchistes, niant les lois économiques objectives. Cela s'est traduit par l'insistance trop importante sur l'industrie lourde, l'égalitarisme, les gaspillages, la concentration des pouvoirs, la négligence pour la vie du peuple.

Sur la base de cette analyse, la République populaire de Chine met en œuvre une politique de rajustement, de réforme, de réorganisation et d'amélioration de l'économie nationale que Zhao Ziyang résume en 10 principes.

Les 30 novembre et 1^{er} décembre, Zhao Ziyang, premier ministre du Conseil des Affaires d'Etat de la République populaire de Chine, présentait devant l'Assemblée populaire nationale le rapport sur les activités du gouvernement, intitulé « la situation économique actuelle et l'orientation à suivre pour notre édification économique ».

Ce rapport est particulièrement important, puisqu'il tire le bilan de 32 années d'expérience d'édification économique du socialisme en Chine et dégage l'orientation économique à mettre en œuvre pour la poursuite de cette édification.

Ce rapport est paru sous forme de brochure dont nous conseillons la lecture et l'étude à tous ceux qui veulent mieux connaître l'édification du socialisme en Chine (*).

Pierre BAUBY

LES 10 PRINCIPES

« Si c'est seulement aujourd'hui et non pas plus tôt que ces principes ont pu être formulés d'une manière plus concrète et systématique, c'est que dans le passé nous n'avions pas assez d'expérience pratique et que les différents problèmes surgis dans le développement de l'économie nationale ainsi que leur corrélation ne s'étaient pas encore révélés aussi clairement que maintenant; en conséquence, on ne pouvait connaître ces choses comme il se doit, ni porter un jugement et tirer les conclusions qui s'imposent. »

1—accélérer le développement de l'agriculture. L'agriculture est la base de l'économie, le facteur clé pour assurer un essor général de l'économie nationale. Il s'agit à la fois de maintenir la voie de la collectivisation socialiste, la propriété publique des moyens essentiels de production, en particulier la terre, et d'en finir avec la concentration excessive du système de gestion, la direction arbitraire de la production et l'égalitarisme dans la rémunération.

2—développer les industries de biens de consommation et réorienter les activités de l'industrie lourde. Cela consiste à en finir avec la déviation qui a consisté à trop insister, pendant de longues années, sur celle-ci et à développer de manière accélérée l'industrie des biens de consommation, ce qui donnera une impulsion nouvelle, par le canal de l'échange, à l'agriculture, au commerce intérieur et extérieur et à l'industrie lourde elle-même, permettra de mieux satisfaire les besoins du peuple et d'améliorer ses conditions de vie et aidera à résoudre la contradiction entre accumulation et consommation.

3—développer les industries énergétiques, de transport et de consommation, maillons faibles du développement économique.

4—procéder à la refonte technique des unités-clés (économies d'énergie, fabrication de produits nouveaux, exploitation rationnelle des ressources naturelles) pour procéder à la reproduction élargie, plutôt que de construire de nouvelles usines, ce qui a été nécessaire pour jeter les bases de l'industrialisation. Dans cette refonte technique, le rapport insiste sur la nécessité de tenir compte des conditions propres de la Chine et d'emprunter une voie propre.

5—consolider et réorganiser les entreprises pour faire face au problème très grave de l'égalitarisme, c'est-à-dire à la fois renforcer et perfectionner le système de responsabilité économique, réorganiser les unités de travail, renforcer la discipline dans le travail et la discipline financière.

6—augmenter et économiser les fonds destinés à l'édification, réduire le gaspillage, accroître la rentabilité économique.

7—persévérer dans l'ouverture sur l'extérieur et renforcer la capacité à compter sur ses propres forces. Zhao Ziyang rejette les conceptions autarciques qui relèvent de l'économie naturelle et propose d'importer des techniques avancées et de recourir aux capitaux étrangers pour renforcer la capacité à compter sur ses propres forces. L'échange international doit être basé sur l'égalité et le bénéfice mutuel. Les importations doivent concerner essentiellement de la technologie, ainsi que les machines et équipements clés que la Chine ne peut produire, en évitant d'importer des équipements complets ou la

technique sans l'assimiler et la populariser. La Chine se propose d'utiliser les capitaux étrangers en premier lieu les crédits à faible taux d'intérêt et à conditions préférentielles et les investissements étrangers si les investisseurs respectent la souveraineté du pays, observent ses lois, sa politique et ses décrets.

8—réformer le système économique et développer l'initiative de tous les secteurs. Zhao Ziyang analyse une concentration trop poussée des pouvoirs, l'absence de distinction entre fonctions administratives et gestionnaires, l'égalitarisme dans la répartition. Il s'agit de maintenir avant tout une économie socialiste planifiée et de faire jouer le rôle régulateur du marché à titre auxiliaire, de tenir pleinement compte de la loi de la valeur et de l'utiliser dans l'élaboration du plan, de décentraliser les pouvoirs de décision et d'élargir les droits démocratiques des travailleurs.

9—élever le niveau scientifique et culturel des travailleurs, développer la recherche scientifique. L'éducation doit permettre à la fois d'être rouges et experts;

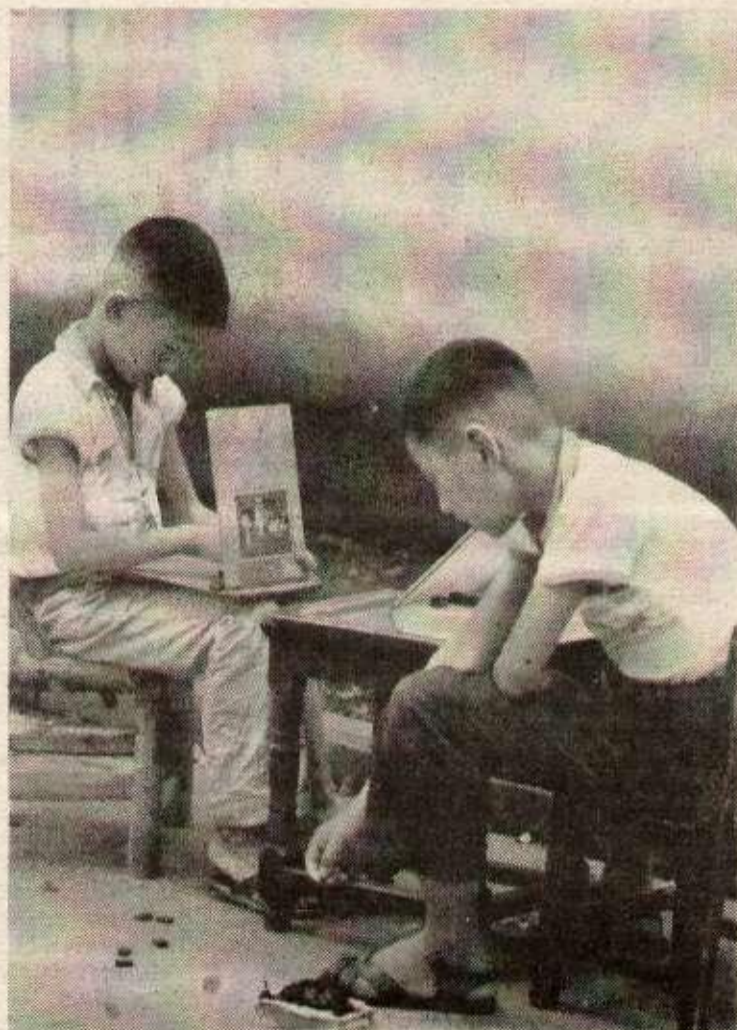
il faut combiner travail intellectuel et manuel et assurer l'intégration des intellectuels aux ouvriers et paysans.

10—tout doit être fait dans l'intérêt du peuple. « L'objectif fondamental de la révolution et de l'édification socialistes est d'assurer un essor soutenu des forces productives de la société en vue de satisfaire graduellement les besoins matériels et culturels croissants du peuple. Notre édification économique vise, en dernière analyse, à résoudre la contradiction entre les besoins matériels et culturels croissants du peuple et les forces productives sociales retardataires. » L'amélioration de la vie du peuple doit être basée sur le développement de la production. Le rythme de l'amélioration de la vie du peuple ne peut dépasser les rythmes d'accroissement de la production et de la productivité. L'objectif est de quadrupler, en 20 ans, la valeur globale de la production industrielle et agricole pour porter le niveau de consommation du peuple à celui d'une aisance moyenne.

Zhao Ziyang insiste, en conclusion, sur deux points :

—la Chine est un pays en voie de développement, un pays socialiste en développement. Pays en voie de développement, dont le niveau économique est encore relativement bas; la gestion, l'exploitation des entreprises et le niveau scientifique et technique encore très arriérés; les ressources loin d'être pleinement exploitées. Pays socialiste en développement, c'est-à-dire propriété publique des moyens de production, abolition du système d'exploitation, possibilité de procéder de façon rationnelle et planifiée à l'accroissement et à la répartition de l'ensemble des biens sociaux;

—la modernisation socialiste doit créer non seulement une haute civilisation matérielle, mais aussi une haute civilisation spirituelle. Non seulement le niveau et l'ampleur de l'éducation, des sciences, de la culture, de l'art de la santé publique, des sports; mais encore le développement de la politique, de l'idéologie, de la morale de la société. Cet aspect est déterminé par la nature du régime social et exerce en retour une forte action sur celle-ci. Ceci implique de faire progresser la démocratie socialiste et de renforcer la légalité socialiste. Il faut subordonner les intérêts individuels et particuliers aux intérêts généraux, les intérêts immédiats aux intérêts à long terme. Ceci implique à la fois de venir à bout du courant d'idées en faveur de la libération bourgeoise, combattre les idées capitalistes, les survivances des idées féodales, l'anarchisme, l'ultra-individualisme et de combattre la tendance bureaucratique qui constitue un sérieux obstacle au développement de l'économie et à la réalisation des quatre modernisations.



(*) En vente aux Herbes sauvages, 70, rue de Belleville, 75020 Paris.

Pourquoi le Proche-Orient est-il une poudrière ?

Du long et riche exposé du dirigeant palestinien Khaled El Hassan, membre du Conseil national palestinien, nous ne retiendrons que trois thèmes :

1—le sionisme est en contradiction avec la paix.

2—les conséquences négatives de l'expansion sioniste sur les Etats arabes et sur le climat dans la région.

3—les conséquences positives qui résulteraient de la création d'un Etat palestinien sur une portion de la Palestine.

(...) Il apparaît ainsi que le droit du peuple, de tout peuple, et par conséquent du peuple palestinien à un Etat indépendant est une règle de droit naturel. La simple existence d'un peuple implique son droit inaliénable et indiscutable à édifier son Etat. On ne peut discuter des droits inaliénables d'un peuple sans évoquer son droit à édifier son Etat indépendant. (...)

Mais il nous paraît utile d'expliquer ce que nous entendons par la paix à travers les interprétations que nous donnons aux termes « sécurité » et « stabilité ».

La sécurité ou la stabilité dans une société ou dans une région regroupant plus d'un Etat est le constat d'un fait qui pourrait être le résultat d'une paix sociale au sein de la société ou d'une paix internationale dans la région, comme il pourrait être le résultat d'une dictature qui s'impose à la société ou de la domination dans une région d'un Etat sur tous les autres ou celle d'une grande puissance étrangère à la région. C'est ce qu'on appelle l'ordre international imposé par la force de la menace ou de la dissuasion.

Cette sécurité ou stabilité imposée par la force matérielle, sans justice, ne peut ni réaliser la paix, ni avoir un caractère permanent, étant en contradiction avec la liberté et la justice. (...)

Selon cette logique, nous considérons que le sionisme est au plus haut degré de contradiction avec la paix, puisqu'il prétend avoir :

a) un droit absolu sur les territoires qui s'étendent du Nil à l'Euphrate (le grand Israël)

b) un droit absolu à expulser les habitants de ces territoires pour ramener en Israël les Juifs du monde entier.

De plus, le sionisme croit à la nécessité de purifier la société juive en rejetant les non-juifs, à la supériorité des Juifs sur tout ce qui n'est pas juif. Il a pour critère de justice, ce qui est justice pour les Juifs. (...)

Il est donc impossible de réaliser la paix, ni théoriquement, ni pratiquement, avec la philosophie sioniste et ses applications. Tout comme il est impossible qu'une telle philosophie puisse continuer éternellement à gouverner les Juifs... car elle entre en contradiction avec les droits naturels des hommes, y compris les Juifs. Elle constitue une philosophie dangereuse pour la paix aussi bien au Proche-Orient que pour les Juifs qui habitent la Palestine. Son racisme s'étend non seulement sur les non-sio-

nistes, mais également sur les Juifs sémites orientaux. A l'égard de ces derniers, une véritable distinction raciste est exercée par les Juifs Ashkenaze (Européens). (...)

QUELQUES CONSÉQUENCES NÉGATIVES DE L'EXPANSIONNISME SIONISTE

Le coût de la construction des forces défensives arabes devient une hémorragie économique illimitée qui empêche le développement et le progrès social dans tous les domaines, de l'agriculture à l'industrie, en passant par l'éducation et les services sociaux. Cette situation crée un déséquilibre social sans limites qui perturbe la stabilité et la paix sociale et politique et mène à la dictature, laquelle, à son tour, aggrave l'hémorragie. C'est cette situation qui prévaut au Proche-Orient. (...)

Lorsque l'on sait, par exemple, que la Syrie dépense 80% de son budget pour l'armée, on a une idée de la situation économique et de ses implications sociales et politiques destructrices. (...)

Cela a poussé et pousse encore les pays de la région à s'adresser à Moscou pour demander des armes et de l'aide économique afin de compenser l'hémorragie provoquée par les besoins d'armements. Cela signifie... l'ouverture des portes du Moyen-Orient à l'Union soviétique, considérée comme amie par suite de son opposition à Washington et à ses alliés et pour son acceptation d'accorder des aides économiques et militaires aux Arabes. Résultats :

1— la pénétration des écoles politiques marxistes dans la région, avec la permission des gouvernements des pays de la région, ce qui crée un grave conflit culturel au sein de la société arabe entre marxisme et capitalisme d'une part et entre chacun d'eux et la culture arabe traditionnelle d'autre part. (...)

2— la transformation de la région du Proche-Orient en un champ de bataille entre les deux grandes puissances peut déboucher sur une confrontation après avoir été au bord du gouffre en 1956, 1967 et 1973.

Une telle situation au Proche-Orient, une région particulièrement sensible dans la politique internationale et dans les stratégies des grandes puissances, en temps de guerre comme de non-guerre, ne constitue pas seulement une menace pour la paix dans la région, mais également une menace pour la paix dans le monde, sans parler de la sécurité économique, surtout pour l'Europe. (...)

L'accroissement de l'aide à l'entité sioniste et du soutien à son action, pousse les pays arabes concernés à demander à l'Union soviétique d'accroître son assistance, ce qui implique un plus grand rapprochement et un développement des relations d'amitié avec elle. Et c'est ainsi que se poursuit un jeu dangereux qui ne peut, en aucune manière, être une ouverture vers la paix. (...)

UN ETAT PALESTINIEN, CONDITION POUR LA PAIX

Supposant l'établissement d'un « Etat palestinien sur une portion de la Palestine », l'orateur poursuit :

Le facteur temps jouera nécessairement en faveur de la paix, au cours de la période qui suivra l'établissement de l'Etat palestinien. Les Palestiniens seront occupés à édifier leur Etat moderne, alors que l'entité sioniste aura à faire face aux transformations philosophiques et idéologiques en remplacement du sionisme agressif et raciste. L'optimisme quand à ces transformations est encouragé par ce qui se passe, dès à présent, au sein de l'entité sioniste, telle l'émergence du Shelli et du Mouvement pour la paix maintenant.

Disparaîtront la haine et la peur, développées et exploitées par le complexe militaro-sioniste qui a convaincu l'individu juif et même l'enfant juif, le jeune et le vieillard juif qu'il a à combattre les Arabes avant qu'ils ne le tuent et le jettent à la mer.

De même, la fièvre de l'aide des Juifs de l'étranger à Israël tombera. Cette fièvre née de la fallacieuse idée que les Arabes jetteraient les Juifs à la mer. Le judaïsme mondial redeviendra une religion normale.

Si tout cela se conjugue avec la volonté des deux superpuissances et celle des « faiseurs » de la politique internationale d'instaurer la paix mondiale et de celle d'instaurer la paix au Proche-Orient comme condition essentielle à la paix mondiale, la fièvre sioniste d'assurer à son entité une suprématie militaire tombera; le pas, premier et essentiel, vers la paix sera fait. (...)

Une telle évolution possible, basée sur les réalités dont nous avons parlé, mettra la direction sioniste et la dynamique sociale en Israël devant une alternative :

1— le refus d'abandonner le sionisme, ce qui voudra dire poursuivre l'expansionnisme de peuplement et l'agression, c'est-à-dire s'en tenir à la philosophie d'une société basée sur la guerre. Cela voudra dire, à long terme, une défaite militaire du sionisme à l'issue d'une guerre particulièrement dramatique.

2— la disparition de la doctrine sioniste par suite des développements dont nous avons parlé; ce qui résultera en une Palestine à Etat unique ou fédéré sur une base démocratique, tel le modèle suisse ou autre. Il s'agira-là d'une revendication juive, car elle constituera la voie pour sortir de la crise économique, et pour instaurer la paix et la sécurité pour les Juifs, en Palestine et hors de Palestine.

Les portes du Proche-Orient pourraient alors s'ouvrir devant l'Etat palestinien démocratique. La région toute entière, y compris la Palestine, pourra vivre en paix et en sécurité. Elle ne sera plus menacée que par d'éventuels développements dans la politique internationale.

Alors, la paix sera réalisée. Alors, sera réalisée la sécurité basée sur la justice et non pas sur la force. (...)



COLLOQUE DE PARIS SUR LA PALESTINE

« La cause palestinienne n'a rien à craindre de la vérité. Au contraire. Elle souffre des propagandes et des contre-vérités diffusées par l'idéologie sioniste. Or, l'histoire, les faits portent témoignage que la cause palestinienne est juste. Encore faut-il qu'elle soit connue de l'opinion publique. » C'est à cette tâche d'information, définie par G. Montaron lors de la séance d'ouverture, que s'est attelé le Colloque international de Paris sur les « Droits inaliénables du peuple palestinien ».

Rassemblant, du 12 au 14 mai, des personnalités françaises et étrangères de tous horizons et de tous niveaux (ambassadeurs, écrivains, députés, professeurs d'universités, militaires, ...), organisé conjointement par les associations d'amitié franco-arabe et franco-palestinienne, par les bureaux de l'OLP et de la Ligue des Etats arabes de Paris, ce colloque était sans aucun doute destiné à réveiller un tant soit peu la conscience européenne des gouvernements et des opinions publiques.

Car, comme le soulignait un orateur arabe, « les rapports de l'Europe avec le Tiers Monde passent avant tout par les Malouines et la Palestine, et non par le Mexique et l'Algérie. Les Mexicains jugeront l'Europe sur les Malouines, et les Algériens jugeront l'Europe sur la Palestine ».

Claude LIRIA

NB : les extraits ci-dessous qui portent sur quelques aspects méconnus de la politique sioniste, ne sont qu'une petite partie des travaux du colloque.

ILAN HALÉVI : « DÉTACHER LES JUIFS DU SIONISME »

(...) Il est bien clair que tous les Juifs ne sont pas sionistes. Il serait fort dommage que ces Juifs soient poussés vers le sionisme par notre incapacité à les en détacher.

Pour tout anti-sioniste, l'intégration des Juifs dans les pays où ils habitent est non seulement souhaitable et possible, c'est un idéal humain pour lequel il est valable de combattre.

N'oublions pas que les persécutions des Juifs en Europe sont directement responsables de la force du sionisme. Quiconque se proclame ennemi des droits des Juifs est un complice pratique de l'entreprise sioniste, même s'il se prétend anti-sioniste.

Pour isoler le sionisme, il faut développer les liens avec les forces démocratiques, à l'extérieur et à l'intérieur d'Israël, qui luttent contre le sionisme. (...)



Ces affiches palestiniennes sont tirées du livre intitulé : « L'affiche palestinienne - Collection d'Ezzedine Kalak ». En vente aux Herbes sauvages.

La solidarité active d'Israël avec l'apartheid sud-africain et les dictatures latino-américaines

Les bonnes relations d'Israël avec les dirigeants racistes d'Afrique du Sud ou avec les juntes militaires d'Amérique latine sont largement passées sous silence en Occident. Ce sont ces faits, (qui devraient faire réfléchir plus d'un socialiste français) qu'Elisabeth Mathiot met à nu dans un exposé détaillé.

(...) Israël fait profiter l'Afrique du Sud de son expérience en matière de lutte "anti-insurrectionnelle" et lui fournit un matériel sophistiqué à cet effet. Le SACTU - syndicat, non reconnu qui représente les travailleurs noirs d'Afrique du Sud - dénonçait récemment, dans une conférence internationale, la participation israélienne dans l'édification d'un "mur électrifié" sur les frontières de l'Afrique du Sud, contre les infiltrations des combattants de l'ANC. (...)

Parmi les quelques milliers d'Israéliens qui se sont installés en Afrique du Sud depuis plusieurs années, se trouvent de nombreux conseillers militaires et experts atomistes : «... Ce n'est pas un secret que les scientifiques sud-africains sont en liaison étroite avec leurs homologues israéliens en de nombreux domaines... Cette coopération s'exerce en particulier... à l'Institut de physique nucléaire de Johannesburg, et du département pour l'étude des isotopes de l'Institut Weizmann.» (dont il existe une branche en Afrique du Sud). (Yedot Aharonot - 22 mai 1975).

On admet généralement qu'Israël possède aujourd'hui une vingtaine de bombes atomiques de type Hiroshima, fabriquées à partir du plutonium provenant de la centrale de Dimona dans le Neguev. (...)

Outre l'uranium - dont elle possède un procédé original d'enrichissement - l'Afrique du Sud fournit à Israël ce qui lui manque : un espace d'expérimentation. En 1977, les services américains et les satellites soviétiques avaient détecté dans le désert du Kalahari des préparatifs d'expérimentation d'une bombe qui fut déclarée alors de fabrication israélienne. Ce test avorta, mais par la suite de nombreux "tremblements de terre" suspects, dans cette même région, ont fait penser qu'il pouvait s'agir d'essais d'une arme nucléaire de faible puissance. (...)

EN AMÉRIQUE LATINE

(...) Depuis des années, Israël bénéficie de l'accord implicite des Etats-Unis qui trouvent commode de l'utiliser comme relai lorsqu'ils estiment inopportun de soutenir directement tel ou tel régime honni par l'opinion internationale... Le cas du Nicaragua est particulièrement frappant : au moment où l'administration Carter jugea bon de suspendre son aide militaire au régime sanguinaire de Somoza, - pour des raisons relatives aux «droits de l'homme» - Israël prit immédiatement la relève et soutint jusqu'au bout cette dictature par des livraisons d'armes en tous genres et de personnel spécialisé. (...)

Chili : D'après la presse de Santiago, Israël est devenu un important fournisseur d'armes pour la junte militaire... Les Israéliens ont livré au général Pinochet des engins antichars et des techniciens se sont rendus sur place pour entraîner les forces chiliennes au maniement de ce matériel, particulièrement important face aux chars soviétiques T55 dont dispose le Pérou rival. (...)

Nicaragua (sous le régime de Somoza) : Newsweek décrit Managua en la comparant à Jérusalem, parce qu'on y voit déambuler des soldats qui portent des armes israéliennes Uzi et Galil. (...)

Guatemala : «L'armée guatémaltèque, actuellement équipée de matériel israélien, s'apprête à repartir à l'assaut de nouveaux foyers de guérilla soutenus par les paysans...»

Le Monde 22 novembre 1981 «Des feux d'artifice ont accueilli avec allégresse la victoire de R. Reagan. Un porte-parole de l'extrême-droite m'a dit : "Nous n'avons aucun problème. Malgré la suspension de l'aide militaire américaine de Carter, Israël a largement rempli les vides. Mais avec Reagan, nous économiserons sur les frais de transport..."»

Le Monde 15 janvier 1981

C'est également Israël qui livre des dispositifs électroniques utilisés par l'aviation pour la poursuite de nuit des guérilleros.

Un produit largement exporté consiste dans les experts de la lutte "antiterroriste" : ce sont des gens spécialisés en méthodes

de torture les plus perfectionnées... Le Guatemala est devenu un centre d'entraînement de tortionnaires sous la conduite de ces experts israéliens, et d'autres pays bénéficient de cette "formation" (Salvador, Honduras, Haïti, Bolivie).

Haïti : Outre les experts en "méthodes d'interrogatoires", Israël fournit des conseillers francophones, chargés d'informer M. Duvalier et son entourage sur le contenu "potentiellement révolutionnaire" des œuvres des artistes et des intellectuels haïtiens...

UN RÉQUISITOIRE

Le journaliste israélien Boaz Evron raconte un entretien qu'il a eu à Washington avec un universitaire d'origine sud-américaine. Elle lui exprime sa consternation de voir des Juifs - qu'elle suppose naturellement «progressistes» - commettre l'erreur de soutenir le régime dictatorial et corrompu de Somoza au lieu de se tenir aux côtés de la jeunesse généreuse d'Amérique latine qui un jour viendra à bout de ces gouvernements tyranniques. Il commente :

«Je ne lui ai pas dit la vérité. Je ne lui ai pas dit qu'au Nicaragua, nous n'agissions pas par "erreur"... et qu'en fait nous considérons réellement les oppresseurs comme nos alliés... Je ne lui ai pas parlé de ce général de réserve qui a fait le tour de l'Amérique latine pour offrir à ces gouvernements nos techniques de lutte contre la subversion... Rien non plus de cette longue tradition qui nous fait soutenir les Pinochet contre les Allende... Et cela au nom d'un "réalisme" qui nous inspire une politique absurde, à courte vue, à contre-sens de l'histoire, et nous fait apparaître à la fois comme malfaisants et stupides...»

«Je ne lui ai pas dit que cette attitude n'était pas seulement celle du gouvernement de droite de Begin, mais qu'elle avait été celle des précédents gouvernements dits "de gauche"»

«Elle découvrira bien la vérité toute seule... Quant à nous, nous allons continuer dans la même voie, et le jour où nous récolterons ce que nous méritons, nous ne comprendrons pas ce qui nous arrive et nous accuserons les "antisémites de gauche"!»

Les pressions américaines sur la France en 1947 à l'ONU

L'ambassadeur Raymond Offroy, représentant la France à l'ONU en 1947, a raconté pour la première fois publiquement les circonstances qui ont entouré le revirement de la position française à propos de la Palestine, passant de l'abstention à un vote favorable au partage de la Palestine, prélude à la création de l'Etat d'Israël.

En ma qualité de porte-parole de la délégation française, je publie donc le 20 octobre 1947, le communiqué suivant :

«En ce qui concerne les propositions faites à l'ONU - partage de la Palestine ou création d'un Etat fédéral - la France doit tenir compte des points de vue arabes.»

«Malgré l'accord des Etats-Unis et de l'Union soviétique pour le partage de la Palestine, la France réserve sa décision car elle veut sauvegarder les intérêts musulmans.»

Inutile de dire que ce communiqué, qui annonce au moins une abstention, crée un grand émoi au sein de l'agence juive qui, avec la complicité de la délégation américaine, accentue les pressions.

Dans son livre intitulé «Le sionisme est la plus grande escroquerie du XX^e siècle», le Péruvien Guevara Bazan écrit : «Au sein de l'ONU s'exercèrent toutes sortes de pressions; depuis des cadeaux, de somptueux manteaux de fourrure aux épouses de diplomates, en passant par l'argent comptant avec lequel, dit-on, on acheta le vote du Costa Rica, jusqu'aux menaces adressées aux délégués de Haïti, du Libéria, etc...»

De mon côté, j'intensifie mon action, même au niveau de mes amis américains. (...)

Mais c'est surtout en direction des délégations hésitantes que j'accroche mes efforts. Je sais que le Luxembourg, la Yougoslavie et le Mexique attendent de savoir ce que nous ferons pour prendre définitivement position. (...) Malheureusement, je suis alors obligé de quitter Flushing Meadows pour Londres.

D'Angleterre, j'aurai encore la satisfaction de constater que le 25 novembre, lors du vote final de la commission spéciale pour la Palestine, le plan de partage a été adopté par 25 voix pour, 13 contre et 17 abstentions, ce qui implique que la majorité des deux tiers, indispensable en Assemblée générale, n'a pas été atteinte; il a manqué une voix aux partisans du partage, celle de la France qui s'est abstenue.

Par contre, je suis contrarié d'apprendre que l'Egypte et la Ligue arabe ont vivement critiqué la France pour ce vote du 25 novembre; je ne suis plus là pour expliquer à mes amis arabes que l'essentiel est de maintenir notre pays dans sa position d'abstention malgré les terribles pressions exercées sur nous à New-York comme à Paris. Il ne faut donc

pas fournir de prétexte à une volte-face toujours possible, alors que la France est en pleine crise ministérielle.

C'est pourtant ce qui va se produire. Le 29 novembre 1947, lors du vote final, la France ajoutera sa voix aux 32 partisans du partage, complétant ainsi la majorité des deux tiers dont ils avaient besoin en face des 13 opposants et des 10 abstentionnistes.

Par les télégrammes reçus à Londres, j'apprendrai que c'est en mobilisant Bernard Baruch que les Américains ont obtenu de la France la promesse d'un vote favorable. Le banquier israélien et sioniste, grand ami de Truman et de Churchill, avait en effet menacé Alexandre Parodi de retirer à la France le bénéfice du plan Marshall si nous ne votions pas le partage. (...)

J'apprendrai ultérieurement que nous n'avons pas été les seuls à subir ce martèlement que relatent en ces termes Dominique Lapiere et Harry Collins dans leur livre «O Jérusalem».

«Pendant ce répit vital, quatre nations hostiles au Partage - la Grèce, Haïti, le Libéria et les Philippines - allaient être soumises à un incroyable déferlement de pressions et même de menaces.»

«Les Etats-Unis, estimant que la position de deux au moins de ces pays devait être modifiée, apportèrent aux sionistes tout le concours de leur puissance. Le parlementaire new-yorkais Emmanuel Celler réclama dans un télégramme ouvert au président des Etats-Unis que "des pays récalcitrants comme la Grèce soient ramenés à la raison". Deux juges de la Cour suprême câblèrent de leur côté au président des Philippines que son pays "risquait de perdre des millions d'amis et de supporters américains s'il maintenait sa décision de voter contre le Partage". L'intervention collective de vingt-six membres du Congrès, le SOS téléphonique d'une très haute personnalité américaine que l'Agence juive avait contactée en pleine nuit à Londres, les supplices de son ambassadeur à Washington devaient finalement convaincre le président des Philippines d'ordonner à sa délégation aux Nations Unies de changer son vote "dans le plus haut intérêt national". Pendant que des agents sionistes traquaient dans Harlem le représentant de Haïti, un des plus grands industriels américains, le fabricant de pneumatiques Harvey Firestone, était de son côté menacé de voir boycotter ses productions s'il ne parvenait pas à contraindre le président de la République africaine du Libéria à renverser son attitude et voter le Partage. Le Libéria était un peu la propriété de Firestone. Il y possédait quatre cent mille hectares de plantations d'hévéas et s'apprêtait à y réaliser de nouveaux et considérables investissements.» (...)

REFORME ECONOMIQUE EN POLOGNE UNE INTEGRATION PLUS PUSSEE A L'URSS

Selon les autorités polonaises, l'état de guerre était une nécessité pour sortir le pays de la crise économique.

Aujourd'hui, comme l'indique l'extrait ci-dessous tiré du N° 18 du Bulletin de Solidarnosc, une importante réforme de l'économie polonaise se dessine dont l'aboutissement risque bien d'être une inféodation plus poussée à l'URSS.

(...) Il semble aujourd'hui qu'une adaptation ait été trouvée et ce, face à deux éléments : d'une part les sanctions occidentales et de l'autre part la forte pression de l'URSS qui exige que la Pologne, en dépit de la crise économique qu'elle traverse, réponde à son attente en matière d'exportations vers le COMECON et en matière de rénovation de l'armement du Pacte de Varsovie.

La solution trouvée est très défavorable pour la Pologne, qui ne pourra que plus difficilement encore sortir de la crise mais c'est la seule qui semble viable aux autorités. Elle prévoit le partage de l'économie en deux secteurs. L'un des secteurs sera alimenté par les matières premières de la production. En majeure partie, ce secteur concernera ce qu'il est convenu d'appeler les forces potentielles mais il empiètera aussi sur des usines ou des parties d'usines qui, jusque-là, produisaient pour la Pologne. Ce secteur englobera 60% de l'industrie légère, environ 40% de l'industrie chimique, les chantiers navals, une partie de la production d'acier et de machines. Les entreprises de ce secteur travailleront à partir de matières premières soviétiques, renverront hors des frontières polonaises toute leur production et ne produiront pour la Pologne que de l'inflation puisque les salaires versés par ces entreprises seront dépensés sur le marché intérieur. Cette production mettra à contribution nos transports et notre réseau énergétique. Cette solution permettra de satisfaire les besoins du COMECON en dépit de la profonde crise économique que nous connaissons et aux dépens de notre marché intérieur. Les coopérants prévus sont la Hongrie, la Tchécoslovaquie et l'URSS. Le seul profit qu'y trouve la Pologne est une certaine limitation du danger du chômage.

Cette solution a pour grave conséquence de rendre l'économie polonaise très profondément dépendante de celle de l'Union soviétique puisque la production de ce secteur n'est plus simplement exportée mais soumise au mode soviétique de planification, de gestion et de coordination. On peut donc carrément parler d'intégration de l'économie polonaise dans le système économique soviétique. Ceci a de plus un effet désastreux sur ce qu'on appelle les « programmes opérationnels » puisque non seulement les matières premières venant

d'URSS seront fournies en moindres quantités, à savoir 20% de moins que l'an passé, mais encore les Soviétiques décideront de leur utilisation : d'abord pour le secteur travaillant pour eux, le reste seulement pouvant être librement réparti par les autorités polonaises vers les autres usines. La Pologne perd donc la libre disponibilité de sa base de matières premières.

D'ailleurs, pour les milieux économiques occidentaux, une réorientation vers une intégration de l'économie polonaise dans l'économie soviétique est inévitable car l'Occident n'a pas intérêt et pratiquement n'a pas la possibilité d'aider la Pologne à sortir de la crise car ceci nécessiterait des prêts annuels de 7 à 8 milliards de dollars. Selon eux la situation de la Pologne est tellement désastreuse que la solution d'une telle réintégration est la seule issue possible avec toutes les conséquences politiques qu'elle implique. La faute en incombe aux groupes qui dirigent la Pologne ; en ne solutionnant pas les problèmes alors qu'il était encore temps (par une réforme), ils nous ont mis dans la situation d'une colonie soviétique. L'URSS tend à assurer un meilleur contrôle de la situation en Pologne précisément en reprenant en main les mécanismes économiques du pays. Ceci semble être une contribution à la recherche d'un modèle de solution pour les autres pays de démocratie populaire et non pas seulement pour la Pologne dans des conditions de crise grandissante (ce qui est particulièrement visible en Bulgarie et en Roumanie) de telle sorte que les effets de cette crise soient moins sensibles pour l'Union soviétique elle-même et en particulier pour son potentiel d'armement. Du point de vue soviétique, une telle solution du problème peut être la plus rationnelle : tout le poids de la crise repose sur les peuples de ces pays.

En s'arrogeant le pouvoir de décider de l'orientation des usines (priorité de l'URSS) et en pénétrant plus profondément encore dans nos structures de gestion, l'Union soviétique peut très considérablement minimiser ses pertes. Il est évident que sa première préoccupation est de maintenir son potentiel d'armement.

Tel est l'un des aspects de la politique économique suivie actuellement par les autorités. (...)

CULTUREL

STARSHOOTER

Mercredi 17 mars : c'est loin déjà. Concert de Starshooter au Palace. Nous les avons interviewés la veille, ils concluaient une tournée. Excellent concert. Un rock très direct, plein d'humour et qui vous donne des fourmis dans les pieds.

Leur musique : c'est ce qu'on peut appeler le bon rock français ; soutenues par un rythme rapide, des mélodies très enlevées où l'on sent aussi des influences jamaïcaines (reggae, ska).

Leur particularité : beaucoup d'humour, dans leurs musiques, dans leur jeu de scène, un peu moins dans leurs textes (voir l'interview). Un concert de Starshooter, ce n'est pas quatre pantins derrière leurs instruments qui vous recrachent leur disque, ça bouge ! Il se passe des choses sur scène, c'est aussi un spectacle visuel, on rit, on danse. Ne les ratez pas la prochaine fois qu'ils passeront dans votre région.

Leur dernier disque : « Pas fatigué » très agréable à écouter, un bon rythme. Voici quelques titres :

« Demain c'est trop tard pour changer d'histoire... »

« Personne pour quelqu'un » : (...) Car dans les grands ensembles / Bien plus grands qu'ils ne semblent / A l'heure des réverbères / Quand les télévisions s'éclaircissent / Essaie de chercher / Quelqu'un à qui tout dire / Y'a que des chats, que des chiens / Jamais personne pour quelqu'un. (...)

« La Course » : Mis au monde en province / Puis dans l'école pour tous / Une enfance qui jamais ne coïncide / Jamais ne pousse / L'envie d'en savoir plus / Et de laisser des traces / De sortir de dessous l'abribus / Et de la masse. (...)

Starshooter : c'est Kent, chanteur et guitariste, Jello, guitariste, Mickey, bassiste et Phil, batteur.

Cat BRUMA

● Pouvez-vous nous faire un petit historique ?

On est comme tous les groupes, à la base un groupe de lycéens ; au bout de quelques années on a appris à jouer. On était à Lyon au lycée. On a commencé il y a dix ans, on n'avait jamais vu une guitare de notre vie ; chacun a appris à jouer d'un instrument. A la fin de notre scolarité, on n'avait pas envie de bosser : c'était soit l'usine, soit la fac. On a continué à jouer et tout s'est fait très vite ; dès qu'on a fait de la scène, on a eu le contact avec le show-bizz ; on a eu du bol.

● Vers quel type de musique vous êtes-vous orientés ?

On était anti-années 70, on essayait de faire notre truc, un rock vachement simple et très rapide en réaction avec la musique planante. On était pas très bons musiciens, on a fait une musique adaptée à nos moyens ; on s'en est bien tirés, dès le début ça a marché.

● Il y a de quoi faire rêver les jeunes groupes ?

Ouais ! On a eu un coup de bol au tout début, on a fait la première partie de Higelin à Grenoble et ça a marché avec le public.

● Vous en êtes à votre quatrième 33T...

On a fait un disque par an. Le pre-

QUEL
BEL
AVENIR



mier, c'était en 78, on a mis tout ce qu'on savait faire à l'époque ; il a été bien accueilli (fraîcheur, naïveté...). On était un des premiers groupes avec Téléphone et Bijou. Le deuxième disque était complètement différent du premier, il a été accueilli plus ou moins bien ; on nous avait classés comme punk, ensuite on nous a accusés de « trahison », il a fallu nous justifier, nous battre. Le troisième disque était plus mûr, on avait fait beaucoup de scène avant pour savoir mieux jouer.

● Comment pouvez-vous définir votre style ?

On veut être en dehors des modes, des styles, des étiquettes. On fait notre musique.

● Et votre dernier disque ?

On l'a enregistré en 81. Après toute la bataille qu'on a dû livrer après cette polémique, on peut dire que le groupe a perdu une partie de son humour ; les gens ne nous comprenaient pas.

Quand tu dis que tu es un « groupe efficace et dynamique dans une société saine », le prendre au premier degré, c'est complètement ridicule.

● Mais pourtant on a bien compris le deuxième degré avec le groupe Au bonheur des dames, il y a quelques années ?

Oui, mais attention ! C'était paradoxal. Si tu te mets un nez rouge, ça va, mais dès que tu essayes de te faire comprendre autrement, ça ne marche plus. En France, les comiques, ils ont le nez rouge, t'as qu'à voir Coluche ou Magdane.

● Quelle est la situation aujourd'hui pour les nouveaux groupes ?

Ce qui est dur, c'est que les maisons de disques les branchent directement sur des 33T ; c'est pas adapté, faire un 33T, c'est un métier ; s'ils ratent leur coup, c'est fini. Nous, on a eu de la chance ; à l'époque, tu pouvais faire un disque violent, plein de fautes, maintenant, on ne peut plus. Aujourd'hui, on ne leur donne plus le temps de mûrir. Il faut qu'ils travaillent beaucoup ; parce que les groupes qui ont quelque chose à dire, ça se sent, ils ont leur chance. Les nouveaux groupes qui arrivent maintenant, ils ont notre âge, on est les vieux pour eux, alors qu'on

a pas encore 25 ans ; on a commencé très jeunes.

● Que peut faire un groupe pour agir sur le prix de vente de leur disque ? Par exemple Clash a produit un triple 33T pour 70,00 francs.

Ouais, mais ils galèrent pendant deux ans pour rattraper le prix du disque. Il faut qu'ils renoncent aux royalties (pourcentage touché) parce que les maisons de disques, elles touchent une part constante.

Et puis en Angleterre, le mode de vie est différent. Les Clash sont des squatters. Il existe aussi des structures qui n'existent pas. C'est plus facile. En France, tu perds du fric en tournée. Nous, l'argent du disque, on l'a investi dans la tournée, on a mis beaucoup et ça nous a permis de partir avec du matériel excellent et de faire des concerts où les mecs en ont pour leur argent (50 à 60 francs) ; il leur reste un souvenir. Pour nous, c'est très important que le prix d'un disque ; un disque, tu le gardes...

● Quelle musique aimez-vous ?

Pleins ! On n'a pas des goûts fixes, ça change. On écoute toutes les nouveautés. Ça va de Montand à Féla (chanteur nigérian) à Nino Ferrer, Police...

● En Angleterre, on peut organiser des festivals Rock contre le racisme, contre le nucléaire...

En France, il n'y a pas les structures, c'est le désert ! En Angleterre, c'est facile, ça se fait par téléphone. En France, c'est fait par des organisateurs de bonne foi, mais qui ne sont pas des professionnels et c'est le désastre. C'est un métier, il faut tout prévoir.

En Angleterre, la situation n'est pas la même : c'est un pays en crise qui a 20 ans de rock derrière lui. Quand on fait un festival contre le racisme, il y a 15 000 personnes qui viennent, en France on arrive à 1 500, 2 000, c'est tout...

Même dans nos concerts, on n'organise pas tout ; dans notre dernière tournée, un soir, le service d'ordre s'est mis à taper sur des mecs. Après on nous accuse. En fait, c'était le service d'ordre de la ville. On a arrêté de jouer et on les a virés en plein milieu du concert. On rêve de tout organiser dans nos tournées, comme un cirque, mais c'est impossible, ça coûte trop cher.



Alain Gesgon en plein travail

Sur les murs : des affiches ... l'histoire populaire

Peut-être l'avez-vous déjà rencontré le long d'une manifestation, l'œil scrutateur fixé tant sur le cortège que sur les murs, et chargé d'un lourd rouleau de « papier ». Vous avez aussi pu le voir, un cutter à la main, décollant soigneusement une affiche (que vous aviez peut-être collée la veille). Lui, c'est Alain Gesgon qui depuis une quinzaine d'années recherche les affiches politiques de France et du monde et qui jusqu'à présent en a compilées environ 40 000... L'interview s'est déroulée chez Alain. Pour avoir un peu de place, nous avons dû mettre les affiches qui étaient par terre sur les lits, celles qui étaient sur la table par terre...

● Alain, c'est sans doute banal, mais je te demanderais d'abord quand et comment as-tu commencé à collecter l'affiche politique ?

Tout d'abord, j'apprécie que tu aies parlé de collectage, on pourrait aussi dire compilation, plutôt que de collection qui implique l'idée de possession individuelle, privée, ce qui n'est pas mon cas comme nous le verrons.

Pour revenir à ta question, je pourrais dire que depuis mon enfance je vis avec l'affiche, avec les murs sur lesquels elles fleurissent.

Mon père, qui était ouvrier fourreur, était passionné de dessin et de photo. Il développait ses plaques lui-même et les rinçait à la fontaine du pailier. En 1918, il photographie les scènes de rue après l'armistice, les affiches et les déclarations... En 1944, c'est la Libération qu'il photographie... en couleur, ce qui était très rare pour un amateur à l'époque.

Pendant la guerre, je suis né en 1939, je jouais avec des tracts... Je dessinais sur les murs de mon château-fort... Donc tu vois l'affiche politique est rentrée très tôt dans ma vie...

Enfant, puis adolescent, j'ai collectionné les timbres, les portes-clés comme tu peux le voir... J'en ai près de 10 000.

Ma recherche sur l'affiche politique a commencé à mon retour de la guerre d'Algérie, à la suite de laquelle j'ai eu une pension d'invalidité. C'est à partir de ce moment-là que ce travail systématique de compilation a débuté.

● Peux-tu faire un historique de l'évolution des styles ; de l'utilisation de la sérigraphie, de la photo ?

Au début l'affiche était avant tout du texte avec éventuellement un fronton comme pendant la Révolution de 1789 et lors de la Commune. Le dessin comme support principal du message commence à apparaître vers 1880.

La photo commence à être utilisée un peu avant le Front populaire, en 1934-35. A cette époque, on fait souvent des montages dessin et photo. On en fera aussi à la Libération. La photo seule, reprenant un visage en gros plan, remonte à l'élection présidentielle de 1965. Ce procédé est sans aucun doute lié au développement de la télé.

La sérigraphie est apparue quelques temps avant 1968 avec les Comités Vietnam. C'est pour moi l'expression la plus intéressante car c'est celle de la base. Cette méthode est peu onéreuse et permet une grande autonomie.

Peu avant les événements de Mai, il y avait une expo-

sition d'affiches soviétiques des années qui suivirent la Révolution d'Octobre et je pense que cela a eu une influence quand au style de certaines affiches de 68.

68 a été un véritable foisonnement, on pourrait en parler des heures, de la première conception d'une affiche à son collage. Et tous les projets qui n'étaient pas retenus...

La sérigraphie s'est développée jusqu'en 74-75 et cela correspond à de nombreuses luttes. A Paris, elle est beaucoup moins utilisée depuis la campagne contre la réforme Haby; par contre plusieurs ateliers, dont certains existent toujours, se sont créés en province.

En fait, il faudrait presque un livre car il faudrait parler des styles propres à chaque pays, de la conception de l'affiche sur un thème donné selon qu'elle est réalisée par des graphistes appartenant à une organisation ou confiée à des publicistes comme c'est assez souvent le cas en France depuis quelques années... Le sujet est vaste.

● On parle beaucoup de changement depuis le 10 mai 1981. As-tu constaté des changements en ce qui concerne l'affiche? Y'en a-t-il plus ou bien moins? Le style est-il différent?

Bien sûr! L'affiche est liée à l'histoire, aux événements, donc elle évolue constamment dans son fond et à plus long terme dans sa forme.

On peut constater un nombre grandissant d'affiches étrangères : turques, iraniennes, africaines, maghrébines, asiatiques... qui se distinguent par le fait qu'elles concernent spécifiquement les communautés en question et sont généralement rédigées dans les langues nationales respectives. Elles visent à informer les membres d'une communauté sans se soucier de sensibiliser les Français à tel ou tel problème. Les Iraniens se livrent par exemple, à une véritable « guerre » de l'affiche sur les murs de Paris.

Sur le plan intérieur, l'on peut dire que depuis le 10 mai l'imagination est à l'opposition. D'une manière générale, l'affiche devient secondaire pour les tenants du pouvoir dans la mesure où ils utilisent principalement les médias : télé, radio...

En mai et juin 81, il y a eu 5 affiches de la droite en sérigraphie, ce qui est très rare pour elle, et dont le contenu, texte et dessin, vise à paniquer les gens à partir d'un dénigrement systématique. Jamais, même dans les campagnes électorales, la droite n'avait fait d'affiches aussi dures. De mé-

me, actuellement, les affiches de l'opposition appellent à son renforcement et s'adressent surtout aux jeunes.

Je pense que la production est la même qu'avant sauf qu'elle s'est déplacée comme je viens de le dire.

Il y a aussi les moments forts; par exemple, lors des événements de Pologne et dans les semaines qui ont suivi, il y a eu environ 400 affiches, tant d'organisations de gauche que de droite, en sérigraphie ou en offset...

● Depuis 3 ans, tu as réalisé deux livres : « Deux siècles d'affiches politiques sur les murs de France » et un autre sur les affiches du Parti socialiste et qui vient de sortir; tu as fait deux coffrets de diapositives sur les affiches du PS et du Parti communiste; tu participes à de nombreuses expositions... Je trouve que c'est juste, car cela signifie que ton travail commence à être reconnu, mais je sais que tu as d'autres projets...

Mon premier bouquin est épuisé et l'on prépare actuellement une nouvelle édition actualisée. Pour les coffrets diapos après le PS et le PCF, j'en prépare un sur le mouvement gaulliste et j'en profite pour préciser que je recherche toutes les affiches politiques car toutes, quelle que soit la tendance dont elles émanent, font partie de notre histoire.

C'est vrai que je suis de plus en plus sollicité pour des expositions, mais mon grand projet c'est que le musée de l'affiche politique voie enfin le jour.

Il y a des années que j'ai déposé auprès des services compétents un projet très précis à ce sujet. Jusqu'à présent mes demandes n'ont pas abouties. Je souhaite que cela ne tarde pas car je me heurte à des problèmes techniques pour entreposer, pour archiver et surtout je voudrais que le public profite de ma recherche.

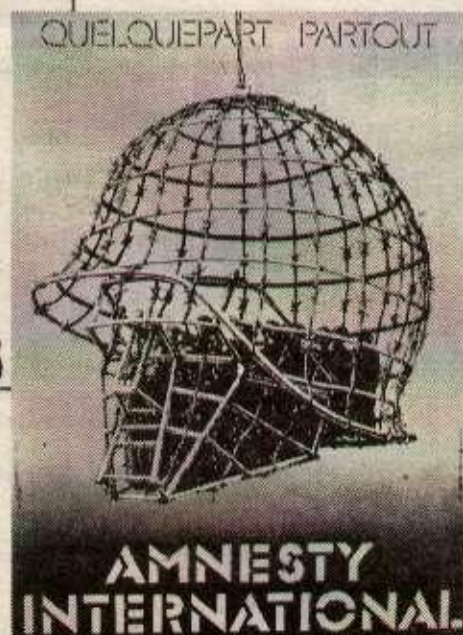
Je te signale, à ce propos, que je vais faire une importante exposition sur le mouvement à travers l'affiche, à Poissy en septembre.

J'aimerais également lancer un appel aux lecteurs de HR : ne jetez pas vos affiches, elles appartiennent à la mémoire populaire, elles auront leur place dans le musée de l'affiche politique car il verra le jour... un jour.

Propos recueillis par Robert VALLOT

Faites parvenir vos affiches si possible en double ou en triple exemplaires à la librairie Les Herbes sauvages, 70, rue de Belleville, 75020 Paris avec la mention pour A.G.

Les photos d'affiches reproduites ci-contre sont extraites du livre d'Alain Gesgon, « Deux siècles d'affiches politiques sur les murs de France »...





LA TETE HAUTE MON CAMARADE...

1er juin 1982, 16 heures :
dans quelques minutes, victorieux, cartes CGT brandies,
ils vont franchir les portes de l'usine d'Aulnay.
Et plus rien ne pourra être comme avant...

